

## AVANT-PROPOS

Nouvelle publication du Secrétariat de l'OMC, le Rapport sur le commerce mondial proposera chaque année une analyse de l'évolution observée dans ce domaine et des questions de fond importantes pour le système des échanges. Au-delà du suivi et de l'interprétation des grandes tendances du commerce international, il s'efforcera d'aider le public à mieux comprendre les problèmes du moment. Le rapport ne prétend cependant pas apporter une réponse globale à des questions qui sont complexes et dont les multiples facettes font l'objet de discussions incessantes au sein des États et des peuples. En s'appliquant à rappeler la genèse des problèmes posés et à offrir un cadre pour leur analyse, il vise plutôt à permettre à chacun de débattre en toute connaissance de cause et de mieux évaluer les ripostes qui peuvent être envisagées.

Après un rappel des orientations du commerce mondial durant l'année écoulée et quelques observations sur les perspectives pour l'année en cours, le présent rapport aborde trois sujets d'actualité, à savoir le commerce Sud-Sud, le comportement des marchés des produits primaires hors combustibles et la multiplication des accords commerciaux régionaux. Dans chaque cas, il analyse l'évolution survenue ces dernières années, en souligne les conséquences et tire une série de conclusions sur les options ouvertes aux autorités.

Le commerce Sud-Sud affiche une expansion spectaculaire, mais celle-ci repose sur une base régionale étroite. Il renferme à l'évidence un fort potentiel de croissance, qui pourrait se concrétiser plus efficacement si la libéralisation du commerce se poursuit. Toutefois, ce constat ne doit en aucun cas entraîner un relâchement des efforts engagés dans ce domaine entre le nord et le sud, ni conduire à sous-estimer la nécessité de créer des infrastructures et des conditions propices aux échanges Sud-Sud.

L'analyse de l'évolution du marché des produits primaires hors combustibles met en évidence un fait bien connu: les pays en développement tributaires des produits primaires ont souffert, ces dernières années, de la baisse et de l'instabilité persistantes des prix dans ce secteur. Diverses solutions s'offrent à eux, mais certaines ont déjà fait la preuve de leur peu d'efficacité. Il faut des idées neuves, que ce soit pour résoudre le problème spécifique des marchés de produits primaires ou pour définir comment les économies en développement, trop dépendantes d'une base de production exiguë, peuvent se diversifier. La libéralisation a un rôle à jouer dans ce sens, notamment pour les échanges agricoles et la progressivité des droits.

La multiplication des accords commerciaux régionaux depuis une dizaine d'années peut être accueillie avec optimisme ou pessimisme. C'est une bonne chose lorsque ces accords rapprochent les régions, créent des débouchés commerciaux plus rentables et ouvrent la voie à un élargissement de l'accès aux marchés. C'est une mauvaise chose, en revanche, lorsqu'ils favorisent indûment les pays signataires aux dépens des tiers et empêchent d'atteindre les objectifs multilatéraux fondés sur la non-discrimination. Aucun pays ne conteste que le système multilatéral doit conserver sa fonction première – unifier – au cœur des relations commerciales internationales. Cette communauté de vues doit inciter les gouvernements à faire davantage pour s'assurer que les accords commerciaux régionaux sont cohérents et compatibles avec le système multilatéral. À eux de s'engager résolument à faire progresser le programme multilatéral et de s'assurer que les accords régionaux sont conçus pour étayer, et non concurrencer, le système de l'OMC.

La seconde section du rapport est consacrée à l'examen d'un large éventail de questions qui présentent un intérêt immédiat et vital pour les Membres de l'OMC, et qui s'ordonnent cette année autour du thème du commerce et du développement. Après un tour d'horizon rapide de la question du développement et de ses liens avec le commerce, le rapport analyse la contribution que le Programme de Doha pour le développement peut apporter à la croissance et au progrès des pays en développement.

Le Directeur général de l'OMC ne dira jamais qu'une année n'est pas importante ou riche d'enjeux pour le système commercial. Mais certaines le sont à l'évidence plus que d'autres, et c'est le cas pour l'année en cours. La cinquième Conférence ministérielle prévue à Cancún en septembre prochain ne marquera pas l'achèvement des négociations de Doha, mais une étape très importante dans cette voie. À Cancún, les Ministres devront faire le point sur l'avancement des négociations, donner une impulsion politique et prendre des décisions. Il ne s'agit pas simplement d'atteindre les objectifs fixés ou d'exécuter le programme prévu, mais de créer les conditions du progrès pour tous les pays, et notamment d'accroître les possibilités offertes aux pays en développement en intégrant mieux ceux-ci au système commercial.

Ce dernier point reçoit une attention particulière dans le cadre du rapport, qui examine comment les négociations et le Programme de travail de Doha peuvent favoriser une participation plus efficace et plus active des pays en développement à l'OMC, en tirant parti des conditions favorables créées par les réformes engagées dans ces économies aussi bien que dans les pays développés. Le rapport analyse successivement les questions liées à l'accès aux marchés, les politiques de nature à faciliter l'ouverture pour le développement et à gérer celle-ci dans le cadre de l'OMC, et l'élargissement possible du programme de négociations de l'OMC. À chaque fois, l'accent est mis sur les questions de fond et les options possibles sont évaluées en fonction de leurs conséquences pour le développement.

Avant de laisser, si je puis dire, le rapport parler pour lui-même, je ferai encore deux observations importantes. Premièrement, il faut qu'une volonté politique ferme se manifeste à nouveau si l'on veut que la promesse de Doha soit tenue. La mise en œuvre effective du Programme de Doha créera de nouveaux débouchés économiques et stimulera la confiance des entreprises. Elle lancera aussi un message politique fort en signalant l'appui donné à la coopération multilatérale pour redonner santé et stabilité à l'économie mondiale. Sans de nouveaux progrès, tout cela nous sera refusé et la crédibilité du processus sera atteinte.

Deuxièmement, alors que les gouvernements arrêtent leurs positions sur les différents points du Programme de Doha qui appellent une décision, gardons-nous d'oublier que, pour porter ses fruits, la poursuite des intérêts nationaux suppose une action conjointe autour d'objectifs communs. En d'autres termes, c'est à nous tous de veiller à ce que le mécanisme des concessions réciproques joue efficacement. Il n'arrive presque jamais qu'un pays obtienne satisfaction sur tous les fronts d'une négociation, mais c'est une lourde erreur de penser qu'il vaut mieux ne déboucher sur rien que s'entendre sur un résultat qui pourrait exiger beaucoup d'efforts et de patience, mais offrira quelque chose à chacun.



Supachai Panitchpakdi

Directeur général

## REMERCIEMENTS

Le Rapport sur le commerce mondial a été rédigé sous la supervision de Patrick Low, Directeur de la Division de la recherche économique et des statistiques. Ses principaux auteurs sont Bijit Bora, K. Michael Finger, Marion Jansen, Alexander Keck, Patrick Low, Hildegunn Nordas, Roberta Piermartini et Robert Teh. Les données sur le commerce et les informations sur les droits de douane ont été fournies par les statisticiens de la Division de la recherche économique et des statistiques, dont les travaux ont été coordonnés par Guy Karsenty, Julia de Verteuil, Andreas Maurer et Jürgen Richtering.

Des contributions écrites ont été transmises par Zdenek Drabek, de la Division de la recherche économique et des statistiques, Rohini Acharya, Jacques Degbelo, Masahiro Hayafuji, Arne Klau et Angelo Silvy de la Division de l'examen des politiques commerciales, ainsi que par Annet Blank et Dickson Yeboah de l'Institut de formation et de coopération technique. Aishah Colautti, de la Division de la recherche économique et des statistiques, a préparé les illustrations graphiques, et Michael Engman a apporté son assistance aux travaux de recherche.

La Division de la propriété intellectuelle, la Division des affaires juridiques, la Division de l'accès aux marchés, la Division de l'agriculture, la Division des règles, la Division du commerce et des finances, la Division du commerce et de l'environnement et la Division du commerce des services ont concouru aussi à ce travail par leurs précieux commentaires.

Il convient également de remercier le secrétariat de la CNUCED, qui nous a communiqué les données sur les droits de douane, ainsi que Simon Evenett, Directeur des études économiques au World Trade Institute, qui a contribué à la rédaction de certaines sections du rapport.

Marion Jansen et Paulette Planchette, de la Division de la recherche économique et des statistiques, ont assuré la production et l'édition de ce document, en étroite collaboration avec Jean-Guy Carrier et Una Flanagan, de la Division de l'information et des relations avec les médias.

Nous sommes reconnaissants, enfin, aux lecteurs extérieurs qui nous ont fait part de leurs réflexions.

## AVERTISSEMENT

Le Rapport sur le commerce mondial et les opinions qui y sont exprimées relèvent de la seule responsabilité du Secrétariat de l'OMC. Ils ne prétendent pas refléter les vues des Membres de l'OMC. Les principaux auteurs du rapport souhaitent aussi exonérer ceux qui les ont aidés par leurs commentaires de toute responsabilité quant à d'éventuelles erreurs ou omissions.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL .....	II
REMERCIEMENTS .....	IV
AVERTISSEMENT .....	V
Liste des tableaux, graphiques et encadrés .....	VIII
ABRÉVIATIONS .....	XII
RÉSUMÉ ANALYTIQUE .....	XIV

### I. ÉVOLUTION DU COMMERCE ET DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

#### A. TENDANCES RÉCENTES

1. La situation économique mondiale en 2002 et les perspectives pour 2003 .....	2
a) Perspectives pour 2003 .....	5
b) Le contexte économique .....	6
c) L'évolution des prix et des taux de change contribue à l'augmentation de la valeur du commerce mondial .....	11
2. Évolution du commerce et des politiques commerciales selon les régions .....	12

#### B. ASPECTS DU COMMERCE ET DES POLITIQUES COMMERCIALES

1. Quelques caractéristiques de l'évolution du commerce Sud-Sud entre 1990 et 2001 .....	24
a) Introduction .....	24
b) Tendances générales .....	27
c) Facteurs de la dynamique du commerce entre pays en développement: 1990-2001 .....	32
d) Conclusions .....	35
2. Prix des produits primaires hors combustibles .....	36
a) Introduction .....	36
b) Fluctuation des prix des produits primaires hors combustibles .....	36
c) Impact sur les pays en développement .....	39
d) Causes profondes .....	40
e) Réponses possibles .....	46
3. Accords commerciaux régionaux .....	48
a) Les accords commerciaux régionaux se sont multipliés ces dernières années .....	48
b) La formation d'ACR répond à des considérations d'ordre économique et politique .....	51
c) Vers un réseau complexe d'ACR .....	53
d) Les accords commerciaux régionaux permettent-ils une intégration plus poussée que l'OMC? .....	56
e) Les accords commerciaux régionaux et le système commercial multilatéral .....	65
f) Conclusions .....	69
Appendice – section I .....	70

### II. COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

#### A. LE RÔLE DU COMMERCE ET DE LA POLITIQUE COMMERCIALE DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT

1. La complexité du développement .....	81
a) La croissance est importante pour le développement .....	84
b) Utilisation efficace des ressources .....	86
c) Comment les connaissances sont-elles converties en technologie productive? .....	87
d) Spécialisation et dimension du marché .....	88
e) Croissance, institutions, histoire et géographie .....	90

2.	L'ouverture accroît l'efficacité et stimule la croissance .....	93
a)	Les économies ouvertes investissent davantage .....	93
b)	Les économies ouvertes échangent davantage d'idées .....	94
c)	Ouverture et qualité des institutions .....	99
d)	Ouverture et forces poussant à l'ajustement .....	104
e)	Autres aspects du rapport entre ouverture et croissance .....	105
3.	Libéralisation du commerce et réduction de la pauvreté .....	114
4.	Ouverture et viabilité écologique.....	120
B.	LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT	
1.	Introduction.....	124
a)	Les arguments en faveur d'une participation accrue au système commercial multilatéral .....	126
b)	Aperçu du Programme de Doha .....	128
2.	Questions concernant l'accès aux marchés.....	131
a)	Droits de douane.....	131
b)	Mesures non tarifaires .....	142
c)	Facilitation du commerce.....	146
d)	Transparence des marchés publics .....	147
e)	Services .....	148
f)	Conséquences pour le Programme de Doha pour le développement.....	158
3.	Facilitation de l'ouverture en faveur du développement .....	161
a)	Traitement spécial et différencié.....	161
b)	Assistance technique et renforcement des capacités.....	170
c)	Autres domaines d'action présentant un intérêt particulier pour les pays en développement .....	175
4.	Gérer l'ouverture dans le cadre des règles de l'OMC.....	184
a)	Règlement des différends.....	186
b)	Mesures commerciales contingentes prises dans le domaine des marchandises .....	191
c)	Commerce et environnement .....	196
5.	Système commercial multilatéral et approfondissement de l'intégration mondiale.....	201
a)	Investissement .....	203
b)	Politique de la concurrence.....	205
	Appendice - Tableaux de la section II .....	210
	CONCLUSION .....	236
	NOTES TECHNIQUES.....	238
	BIBLIOGRAPHIE .....	246

## LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRÉS

### SECTION IA ÉVOLUTION DU COMMERCE ET DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Tableau IA.1	Exportations mondiales de marchandises et de services commerciaux, 1990-2002.....	11
Tableau IA.2	Croissance de la valeur du commerce des marchandises par région, 1990-2002....	13
Tableau IA.3	Croissance de la valeur du commerce mondial des services commerciaux par région, 1990-2002 .....	14
Graphique IA.1	La croissance du commerce et de la production a ralenti dans les pays de l'OCDE au quatrième trimestre de 2002 .....	6
Graphique IA.2	La reprise du commerce de marchandises a été plus marquée que celle de la production en 2002 .....	9
Graphique IA.3	Fortes variations de la croissance du commerce en volume par région, en 2002.....	10
Graphique IA.4	Tendances divergentes du commerce des marchandises dans le MERCOSUR en 2002.....	16
Encadré IA.1	Les effets de l'euro sur le commerce et les marchés financiers.....	16
Encadré IA.2	L'élargissement de l'Union européenne de 15 à 25 membres.....	18

### SECTION IB ASPECTS DU COMMERCE ET DES POLITIQUES COMMERCIALES

#### 1. Quelques caractéristiques de l'évolution du commerce Sud-Sud entre 1990 et 2001

Tableau IB.1	Les exportations de marchandises Sud-Sud ont fortement progressé dans toutes les régions en développement, 1990-2001.....	29
Tableau IB.2	Contribution des ACR au commerce Sud-Sud, 1990-2001 .....	30
Tableau IB.3	Principaux exportateurs et importateurs Sud-Sud: l'expansion du commerce varie selon les pays, 1990-2001.....	34
Graphique IB.1	Part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial de marchandises, 1990-2001 .....	25
Graphique IB.2	Les pays en développement ont très sensiblement abaissé leurs droits d'importation entre 1985 et 2000 .....	26
Graphique IB.3	La part du Sud dans le commerce des pays en développement augmente, 1990-2001.....	27
Graphique IB.4	Les pays en développement d'Asie jouent un rôle majeur dans le commerce Sud-Sud, 2001 .....	28
Graphique IB.5	Le commerce Sud-Sud s'est concentré sur quelques grands importateurs et exportateurs en 2001 .....	31

## 2. Prix des produits primaires hors combustibles

Tableau IB.4	Mesures de l'évolution et de la volatilité des prix de certains produits primaires, 1957-2001 .....	38
Tableau IB.5	Pays les moins avancés tributaires des exportations de produits primaires hors combustibles.....	39
Tableau IB.6	Prix relatifs des produits primaires et production mondiale, 1971-2001 .....	42
Tableau IB.7	Mesure globale du soutien (MGS) totale courante, 1995-1999 .....	43
Tableau IB.8	Taux moyens effectivement appliqués sur certains produits primaires dans un échantillon de pays de l'OCDE, 2001 .....	44
Graphique IB.6	Prix des produits primaires, 1957-2001 .....	37
Graphique IB.7	Évolution des prix relatifs des produits primaires, 1957-2001 .....	38
Graphique IB.8	Exportations des PMA tributaires des produits primaires hors combustibles, 1990-2002 .....	40
Graphique IB.9	PIB mondial et prix des produits primaires hors combustibles, 1971-2001 .....	42
Graphique IB.10	Part des cinq premiers torréfacteurs de café sur un échantillon de marchés en 2000 ..	45

## 3. Accords commerciaux régionaux

Tableau IB.9	ACR notifiés pour les marchandises, selon l'année d'entrée en vigueur et le type de parties .....	49
Tableau IB.10	Part des échanges préférentiels entre parties à des ACR dans les importations de marchandises des principales régions, en 2000 et 2005 .....	50
Tableau IB.11	Part des exportations intrarégionales, 1970-2001 .....	58
Tableau IB.12	Taux de concentration des exportations intrarégionales, 1970-2001 .....	59
Tableau IB.13	Indicateurs du régime tarifaire préférentiel entre parties à certains ACR .....	63
Graphique IB.11	Ventilation des ACR par date de notification.....	49
Graphique IB.12	Multiplication des ACR interrégionaux: un phénomène nouveau .....	53
Graphique IB.13	ACR interrégionaux conclus récemment ou en cours de négociation (2003).....	55
Graphique IB.14	Crêtes des tarifs douaniers dans le cadre de l'OMC (NPF) et des ACR.....	64
Encadré IB.1	Le cas de l'ANASE.....	56
Encadré IB.2	Détournement et création d'échanges: Définitions et preuves empiriques.....	60
Encadré IB.3	Participation à des ACR: Le cas du Mexique .....	65

## APPENDICE

App. tableau IA.1	Commerce mondial de marchandises: principaux exportateurs et importateurs en 2002.....	70
App. tableau IA.2	Commerce mondial de marchandises (non compris les échanges intra-UE): principaux exportateurs et importateurs en 2002 .....	71
App. tableau IA.3	Échanges mondiaux de services commerciaux: principaux exportateurs et importateurs en 2002 .....	72
App. tableau IB.1	Importations des régions en développement en provenance du Sud,1990-2001....	74
App. tableau IB.2	Exportations de marchandises Sud-Sud, ventilées par produit, 1990-2001 .....	74
App. tableau IB.3	Exportations Sud-Sud de matériel de bureau et de télécommunication et de produits de l'industrie automobile, ventilées par destination, 1990-2001 .....	75
App. tableau IB.4	Droits d'importation perçus par certains pays en développement, 1985-2000.....	76
App. tableau IB.5	Accords de libre-échange à venir.....	76
App. graphique IB.1	L'importance du commerce avec le Sud varie fortement selon les pays en développement exportateurs, 1999-2001 .....	79



**SECTION IIA****LE RÔLE DU COMMERCE ET DE LA POLITIQUE COMMERCIALE  
DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT**

Tableau IIA.1	Sources de la croissance économique, 1960-2000.....	90
Tableau IIA.2	Importations de machines intermédiaires par région, 1995-2000 .....	96
Tableau IIA.3	Profil tarifaire selon le niveau de revenu et l'intensité technologique.....	99
Tableau IIA.4	Secteurs de production les plus dynamiques aux États-Unis et en Afrique du Sud .....	108
Tableau IIA.5	Évolution de la structure par produit des exportations de marchandises du Taipei chinois, 1963-2001 .....	109
Graphique IIA.1	L'indicateur du développement humain est étroitement lié aux niveaux de revenu.....	85
Graphique IIA.2	Classement de certains pays en fonction des niveaux de revenu en 1960 et 2000 .....	92
Graphique IIA.3	Structure des importations fondée sur le contenu technologique des produits, 2000 .....	97
Graphique IIA.4	Structure des importations fondée sur le développement technologique, 2000 .....	97
Graphique IIA.5	L'ouverture et la primauté du droit.....	100
Graphique IIA.6	L'ouverture et le contrôle de la corruption .....	101
Graphique IIA.7	Productivité totale des facteurs dans certains secteurs de production aux États-Unis, 1962-1996 .....	107
Encadré IIA.1	Objectifs de développement pour le Millénaire .....	82
Encadré IIA.2	Le transfert de technologie opéré par le commerce et l'IED: Le cas du Mexique.....	94
Encadré IIA.3	L'importance du renforcement des institutions: La modernisation des douanes au Guatemala .....	102
Encadré IIA.4	Le cas de la Nouvelle-Zélande .....	110
Encadré IIA.5	Les industries électronique et automobile en Malaisie.....	111
Encadré IIA.6	Les zones franches pour l'industrie d'exportation à Maurice .....	113
Encadré IIA.7	La libéralisation du commerce et les recettes tarifaires.....	119
Encadré IIA.8	Études d'impact des accords commerciaux sur l'environnement.....	122

**SECTION IIB****LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT**

Tableau IIB.1	Indice de restriction du commerce des services, diverses branches de production et divers pays.....	151
Tableau IIB.2	Effets des restrictions commerciales sur les prix, diverses branches de production et divers pays.....	152
Graphique IIB.1	Composition du GATT/de l'OMC, 1948-2003.....	125
Graphique IIB.2	Pourcentages des lignes NPF exemptes de droits et des importations NPF effectuées en franchise, diverses économies .....	132
Graphique IIB.3	Moyenne des taux NPF effectivement appliqués, par catégorie de produit .....	136
Graphique IIB.4	Progressivité des droits de douane sur les produits agricoles et certaines catégories agricoles, droits effectivement appliqués.....	138
Graphique IIB.5	Profil tarifaire des produits non agricoles .....	140
Graphique IIB.6	Progressivité des droits de douane sur les produits non agricoles et certaines catégories de produits .....	142
Graphique IIB.7	Part des échanges des Membres affectée par le soutien interne octroyé par l'ensemble des Membres.....	144

Graphique IIB.8	Part des échanges des Membres affectée par l'octroi de subventions à l'exportation de produits agricoles.....	146
Graphique IIB.9	Indice du caractère restrictif du commerce dans le secteur des télécommunications et PIB par habitant.....	153
Graphique IIB.10	Engagements au titre de l'AGCS, par mode de fourniture des services .....	154
Graphique IIB.11	Allocation budgétaire de l'OMC pour les activités d'assistance technique, 1998-2003 .....	170
Graphique IIB.12	Répartition des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités liées au commerce selon leur nombre et leur montant.....	171
Graphique IIB.13	Plaintes de pays en développement Membres contre d'autres pays en développement Membres, 1995-2002.....	188
Graphique IIB.14	Pays développés et pays en développement Membres en tant que parties plaignantes, 1995-2002 .....	188
Graphique IIB.15	Évolution du recours aux actions antidumping par les Membres de l'OMC, 1995-2002 .....	192
Encadré IIB.1	Accès aux marchés pour les PMA .....	133
Encadré IIB.2	Mouvement des personnes physiques (Mode 4) .....	154
Encadré IIB.3	Modalités des négociations tarifaires .....	160
Encadré IIB.4	Cadre intégré.....	172
Encadré IIB.5	Programme intégré conjoint d'assistance technique .....	174
<b>APPENDICE</b>		
App. tableau IIB.1	Droits NPF consolidés pour tous les produits.....	210
App. tableau IIB.2	Droits NPF consolidés pour tous les produits agricoles.....	214
App. tableau IIB.3	Droits NPF consolidés pour les produits non agricoles.....	218
App. tableau IIB.4	Droits NPF effectivement appliqués pour tous les produits.....	222
App. tableau IIB.5	Droits NPF effectivement appliqués pour les produits agricoles.....	225
App. tableau IIB.6	Droits NPF effectivement appliqués pour les produits non agricoles.....	228
App. tableau IIB.7	Droits NPF effectivement appliqués pour les produits non agricoles (moyennes simples par secteur) .....	231

## ABRÉVIATIONS ET SYMBOLES

ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACR	Arrangements commerciaux régionaux
AELE	Association européenne de libre-échange
AEM	Accords environnementaux multilatéraux
AFTA	Zone de libre-échange de l'ANASE
AGCS	Accord général sur le commerce des services
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALE	Accord de libre-échange
ALEEC	Accord de libre-échange d'Europe centrale
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMF	Arrangement multifibres
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
APEC	Organisation de coopération économique Asie-Pacifique
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
BDI	Base de données intégrée
CARICOM	Marché commun des Caraïbes
CCE	Comité du commerce et de l'environnement
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CCI	Centre du commerce international
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDCI	Comité directeur du Cadre intégré
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEI	Communauté des États indépendants
CEMAC (UDEAC)	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Union douanière et économique de l'Afrique centrale)
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes - ONU
CGE	Modèle informatisé d'équilibre général
CI	Cadre intégré
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMECON (CAEM)	Conseil d'assistance économique mutuelle
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DSNU	Division de statistique de l'ONU
EAV	Équivalent <i>ad valorem</i>
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GTCI	Groupe de travail du Cadre intégré
IED	Investissement étranger direct
JITAP	Programme intégré conjoint d'assistance technique
kcal	Kilocalorie
MCCA	Marché commun centraméricain
MERCOSUR	Marché commun du Sud
MGS	Mesure globale du soutien
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NPF	Nation la plus favorisée
NPI	Nouveaux pays industriels

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODM	Objectifs de développement pour le Millénaire
OIC	Organisation internationale du café
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ORD	Organe de règlement des différends
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTÉ	Pays pauvres très endettés
PTF	Productivité totale des facteurs
R-D	Recherche-développement
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SGP	Système généralisé de préférences
SH	Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
SMC	Subventions et mesures compensatoires
TPEC	Tarif préférentiel effectif commun
TSD	Traitement spécial et différencié
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
ZEE	Zone économique exclusive
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

Les symboles suivants ont été utilisés dans la présente publication:

c.a.f.	coût assurance fret
f. a .b.	franco à bord
...	non disponible
0	zéro ou chiffre arrondi à zéro
-	sans objet
\$	dollars des États-Unis
Q1, Q2, Q3, Q4	1er trimestre, 2ème trimestre, 3ème trimestre, 4ème trimestre
I	discontinuité dans la comparabilité des données. Ce signe indique que les données qui suivent ne forment pas une série homogène avec celles des années antérieures.

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

### 1. ÉVOLUTION ET ASPECTS DU SYSTÈME COMMERCIAL

Lors de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) organisée à Doha en novembre 2001, les Ministres ont engagé un large éventail de négociations commerciales multilatérales et adopté un programme de travail. Ce mandat - appelé parfois Programme de Doha pour le développement - témoigne de leur volonté commune de veiller à ce que le système commercial soit pertinent et adapté aux besoins des pays en développement. Les négociations et le programme de travail couvrent, entre autres, l'accès aux marchés des produits manufacturés, l'agriculture et les services, certaines règles (mesures antidumping, subventions et mesures compensatoires, accords régionaux), le commerce et l'environnement, les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence, la transparence des marchés publics, la facilitation des échanges et le règlement des différends. Les pays en développement sont pour beaucoup dans l'inscription à l'ordre du jour de questions telles que le commerce et le transfert de technologie; le commerce, la dette et les finances; les petites économies; les questions de mise en œuvre (s'agissant en particulier des dossiers en suspens depuis le Cycle d'Uruguay) ou le traitement spécial et différencié. Les points de vue divergent encore sur les modalités – et, parfois, l'opportunité – de l'inclusion de toutes ces questions dans les négociations, dont la conclusion est prévue pour la fin de 2004.

Le Rapport sur le commerce mondial pour 2003 s'ordonne en deux chapitres. Le premier retrace l'évolution du système commercial, et notamment de la structure, de la valeur et du volume du commerce international des biens et services. Il analyse aussi deux aspects du commerce mondial – les échanges Sud-Sud et le commerce des produits primaires – et une question de politique commerciale, les accords commerciaux régionaux. Le deuxième chapitre est consacré aux liens entre commerce et développement et examine comment le Programme de Doha pour le développement peut offrir aux Membres la possibilité de bénéficier davantage des échanges et de règles commerciales améliorées. Il présente brièvement la thèse selon laquelle les pays peuvent accroître les bénéfices tirés de l'ouverture grâce à la coopération internationale, qui leur permet de tirer parti de la libéralisation des autres économies aussi bien que de la leur. Les négociations commerciales multilatérales ont un rôle utile à jouer dans la coordination des efforts de libéralisation engagés au plan national et l'adoption de règles commerciales propices au développement. La seconde section examine les perspectives que les négociations et le Programme de Doha pour le développement peuvent ouvrir aux pays en développement, et les enjeux qui s'y attachent.

#### *Le commerce mondial s'est mieux comporté en 2002 qu'en 2001,...*

Le commerce s'est repris en 2002 après le recul observé l'année précédente, puisqu'il a augmenté d'environ 2,5 pour cent en volume, soit plus vite que la production mondiale. Le commerce des services commerciaux a enregistré une progression de 5 pour cent en valeur, malgré la menace persistante du terrorisme et la hausse des prix pétroliers, qui ont limité la croissance dans les secteurs des voyages et transports internationaux. Cette reprise est survenue dans une conjoncture difficile, marquée par la faiblesse de la reprise économique mondiale, le repli très net des flux de capitaux (investissement étranger direct), les amples fluctuations des taux de change, un durcissement des restrictions aux transactions commerciales internationales pour limiter les risques liés au terrorisme et les graves carences du gouvernement d'entreprise. Globalement, les deux dernières années ont été une période de grande fragilité de l'économie mondiale, qui marque une rupture par rapport à la dernière décennie d'expansion sans précédent du commerce et des flux de capitaux à travers le monde.

#### *...bien que les résultats affichés dans ce domaine aient été très différents selon les régions et les pays.*

La reprise de l'économie mondiale a été inégale, ainsi qu'en témoigne la différence très sensible des taux de croissance d'une région à l'autre. Les États-Unis, les économies avancées d'Asie de l'Est, la Chine et les économies en transition ont été le moteur du redressement de l'activité économique mondiale. L'Europe occidentale et le Japon ont connu en revanche la stagnation ou un recul de la demande intérieure. En

Amérique latine, les crises qui ont secoué l'Argentine et le Venezuela expliquent en partie la gravité de la récession. Les performances commerciales ont reflété dans une large mesure les résultats de croissance. Elles ont été solides dans les pays en développement d'Asie et les économies en transition. En Amérique du Nord, les importations se sont reprises parallèlement au renforcement de la demande intérieure, bien que les exportations aient diminué en 2002. La stagnation du commerce s'est confirmée en Europe occidentale, et les importations se sont contractées en Amérique latine suite aux turbulences économiques qu'ont connues certains pays de la région.

*En dépit des chocs qui ont perturbé récemment l'économie internationale, la croissance du commerce mondial devrait être un peu plus forte en 2003 qu'en 2002, et à peu près égale à celle de la production mondiale.*

De lourdes incertitudes pèsent sur les perspectives de croissance du commerce en volume, estimées à moins de 3 pour cent pour 2003. Compte tenu de la morosité persistante de l'économie mondiale, de l'instabilité économique et politique au Moyen-Orient et de l'impact inattendu du Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en Asie de l'Est, le chiffre effectif pourrait cependant être encore inférieur à ces prévisions.

*L'évolution récente du système commercial se caractérise notamment par l'augmentation de la part du commerce Sud-Sud dans les échanges mondiaux,...*

Entre 1990 et 2001, le commerce Sud-Sud a augmenté plus vite que les échanges mondiaux et la part du commerce entre pays en développement dans les exportations mondiales de marchandises est passée de 6,5 pour cent à 10,6 pour cent. Au cours de cette période, les économies en développement ont connu une croissance beaucoup plus rapide que les pays développés et les économies en transition. La libéralisation des régimes de commerce et d'investissement dans bon nombre de ces pays a fortement contribué à cette expansion.

L'expansion du commerce Sud-Sud a concerné essentiellement les pays en développement d'Asie (qui assurent plus de deux tiers des échanges entre pays en développement), et les produits manufacturés – le matériel de bureau et de télécommunication, en particulier – ont joué un rôle moteur dans l'essor du commerce entre pays en développement. Les solides résultats enregistrés peuvent être imputés en partie aux politiques d'ouverture au commerce et à l'investissement engagées dans les principales économies en développement d'Asie. La libéralisation des échanges entreprise par cette région dans les années 90 a pris des formes diverses, s'inscrivant parfois dans un cadre unilatéral mais résultant parfois aussi d'efforts multilatéraux.

En dépit des succès obtenus par certains pays en développement durant la décennie écoulée, divers obstacles s'opposent encore à un approfondissement du commerce Sud-Sud. C'est le cas, en particulier, de la forte protection tarifaire dont font l'objet des produits tels que l'automobile et les vêtements ou des secteurs comme l'agriculture. Les négociations de Doha sur les droits applicables aux produits agricoles et non agricoles pourraient permettre aux pays en développement de dégager des gains d'efficacité considérables, tout en stimulant leur croissance et en les aidant à accroître leurs échanges avec les pays développés et les autres pays en développement.

*...la baisse et l'instabilité persistante des prix des produits primaires,...*

La baisse tendancielle et la volatilité des prix des produits primaires, et l'impact de cette situation sur les perspectives de développement des pays pauvres, sont un problème récurrent du commerce international. Le repli très sensible des prix de nombreux produits primaires au cours de la dernière décennie a entraîné une compression des recettes d'exportation. Selon les données disponibles, les chocs de prix des produits primaires retardent la croissance et menacent de pérenniser ou d'aggraver la pauvreté dans des pays déjà démunis.

Traditionnellement, l'explication du comportement des prix sur le long terme privilégie les différences d'élasticité des demandes de produits manufacturés et de produits primaires ainsi que le pouvoir de marché dont bénéficient les pays développés dans le secteur des produits manufacturés. Il existe cependant d'autres analyses, qui mettent en avant le progrès technique et l'amélioration séculaire de la productivité du secteur agricole. À court et à moyen terme, des facteurs tels que les politiques commerciales (et en particulier les subventions à l'agriculture et

la progressivité des droits de douane) des pays développés, la structure des marchés internationaux de produits primaires et la conjoncture macro-économique mondiale jouent aussi un rôle à cet égard.

Dans le passé, de nombreux gouvernements se sont efforcés de gérer les chocs de termes de l'échange en contrôlant la commercialisation ou l'offre des produits primaires. Cependant, l'expérience des offices de commercialisation créés dans les pays en développement est loin d'avoir été concluante, et les accords internationaux de produits n'ont guère été couronnés de succès non plus. Pour les pays en développement, il importe notamment de diversifier des économies axées sur l'exportation de produits primaires. L'expérience ayant montré les limites des politiques de substitution de productions nationales aux importations, et notamment leur incapacité d'assurer une croissance soutenue des revenus et des exportations, l'attention s'est portée de plus en plus sur l'ouverture au commerce et à l'investissement étranger direct ainsi que sur la valorisation du capital humain, la construction d'infrastructures et la mise en place d'institutions saines. Beaucoup de ces changements s'inscrivent toutefois dans la durée; à court et à moyen terme, la poursuite de la réforme du commerce des produits agricoles et le recours accru aux mécanismes de marché bénéficieraient aux exportateurs de produits primaires. En s'attaquant à certaines causes profondes de la baisse des prix des produits primaires liées aux politiques commerciales, et en particulier au soutien interne et à la progressivité des droits de douane, le Programme de travail de Doha offre la possibilité de contribuer à la solution du problème.

*... et la prolifération des accords commerciaux régionaux.*

Le système international a vu se multiplier les accords commerciaux régionaux (ACR) depuis une dizaine d'années. Au mois de mars 2003, seuls quatre Membres de l'OMC – Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Mongolie et Taipei chinois – n'étaient partie à aucun ACR. Et, à la seule exception de la Mongolie, ces Membres de l'OMC avaient tous entrepris de négocier des accords préférentiels.

Les raisons d'opter pour le régionalisme ne manquent pas. Par exemple, les possibilités de coopération au niveau multilatéral peuvent être inexistantes ou modestes. En effet, les gouvernements souhaitent parfois aller plus loin et procéder plus vite et à moindre coût que ne le permet le cadre multilatéral. Certains voient aussi dans les accords régionaux une défense nécessaire pour éviter l'exclusion ou un moyen de renforcer leur position de négociation dans un cadre élargi. Politiquement, les accords commerciaux préférentiels peuvent aider à consolider la sécurité régionale et à verrouiller des engagements qui sont plus fragiles lorsqu'ils doivent être tenus uniquement dans un cadre national. Enfin, la volonté de conclure des accords régionaux peut aussi s'inscrire dans une logique protectionniste.

L'un des attraits des ACR est que les préférences tarifaires ou l'entrée en franchise de droits qu'ils offrent aux produits en provenance des pays membres créent davantage d'échanges entre ces derniers. Mais, dans bien des cas, les données disponibles n'apportent pas véritablement la preuve que les échanges augmentent plus vite entre les pays participant à des ACR qu'ils ne le font hors de ces accords préférentiels. Diverses explications sont avancées. Ainsi, les pays développés appliquent déjà des droits NPF égaux à zéro sur de nombreux produits. Les importateurs ou exportateurs peuvent choisir de renoncer au traitement préférentiel parce que les coûts à supporter pour satisfaire aux règles d'origine sont supérieurs à l'avantage offert par la marge de préférence. Souvent aussi, les ACR exemptent les secteurs les plus sensibles, qui bénéficient de la protection la plus élevée, de toute libéralisation significative.

Le régionalisme peut catalyser les progrès de la libéralisation engagée au plan multilatéral. Mais le nombre grandissant d'accords régionaux risque aussi de représenter une menace pour le multilatéralisme. La prolifération des accords régionaux engendrera presque inévitablement un certain degré de diversion des échanges, et l'application de règles d'origine multiples et de normes différentes rendra le commerce international plus complexe et plus coûteux. Le nombre de plus en plus important d'accords régionaux bilatéraux et plurilatéraux qui se chevauchent pourrait par ailleurs compromettre la transparence des règles commerciales, et mettre ainsi en péril quelques-uns des principes fondamentaux de l'OMC. Les accords commerciaux régionaux peuvent aussi susciter la création de groupes de pression résolus à éviter la dilution des marges de préférence qu'implique la libéralisation commerciale multilatérale. Enfin, les progrès du régionalisme tendront à distraire l'attention et les énergies des négociations multilatérales.



Deux règles de conduite pourraient aider à consolider et étendre les bénéfices du régionalisme et à promouvoir un système commercial multilatéral plus efficace. La première consisterait à éviter de conclure (dans les domaines qui relèvent du mandat de l'OMC) des accords régionaux que les parties prenantes ne souhaiteraient pas étendre tôt ou tard au plan multilatéral. La seconde consisterait à consolider la première règle en s'accordant sur un système consultatif dans le cadre duquel seraient établis et suivis le calendrier et les conditions d'application multilatérale et non discriminatoire des engagements pris dans le cadre d'accords régionaux. Ces derniers pourraient constituer un trait d'union plus efficace qu'aujourd'hui entre régionalisme et multilatéralisme.

## 2. CONTRIBUTION DU PROGRAMME DE DOHA AU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT

*Pour relever les défis du développement, il importe de mobiliser des ressources supplémentaires et de mieux utiliser celles qui existent.*

Le développement est un processus grâce auquel chacun peut – par le travail, l'investissement et le commerce – répondre à ses besoins essentiels, pourvoir à son éducation, veiller à sa santé, bénéficier de conditions de vie confortables et garantir sa liberté et celle des générations à venir. Atteindre ces objectifs suppose des ressources économiques considérables, et la croissance est par conséquent une condition nécessaire du développement, en particulier pour les économies les moins avancées et les autres pays à faible revenu. Le lien entre croissance économique et développement se traduit dans la corrélation très forte, à défaut d'être parfaite, entre le revenu et le développement humain tel que le mesurent les indicateurs de santé et d'éducation.

*L'ouverture peut aider à remplir ces deux conditions...*

L'expérience aidant, la communauté internationale a appris qu'opposer de sérieux obstacles au commerce international, c'est porter préjudice à la croissance. Globalement, les pays ouverts sur l'extérieur et tournés vers l'exportation ont vu leurs efforts de développement couronnés de succès, contrairement à ceux qui ont tablé sur le protectionnisme et le repli sur soi. Il existe à l'évidence une corrélation positive entre l'ouverture des économies et le revenu, et il n'y a guère de preuves que les pays qui ont protégé des secteurs embryonnaires ou prétendus dynamiques aient mieux réussi que ceux qui se sont appuyés sur des économies plus ouvertes, tournées vers l'exportation. Il est important de garder à l'esprit que le commerce international met en présence des pays qui se complètent les uns les autres via la spécialisation et les échanges de biens et services, augmentant ainsi le gâteau à se partager. Le commerce ne consiste donc pas à se disputer les tranches d'un gâteau dont la taille serait fixée à l'avance. Tous les pays disposent d'un avantage comparatif.

*...en créant un climat propice à l'investissement...*

Une économie ouverte qui se spécialise dans les secteurs où elle dispose d'un avantage comparatif peut investir de manière plus efficace tout en créant des conditions favorables à de nouveaux investissements, ce qui lui permet en général de connaître une croissance plus rapide que celle que peuvent espérer des économies moins ouvertes.

*...et en facilitant les échanges d'idées...*

Les consommateurs de produits importés exposent les producteurs des pays en développement à une exigence de qualité et de fiabilité dans les livraisons qui incite ces derniers à produire de façon plus efficace et à améliorer leur techniques de production pour répondre aux attentes du marché. Qui plus est, les entreprises étrangères qui s'approvisionnent en intrants dans les pays en développement aident souvent leurs fournisseurs à assurer une prestation de services de haute qualité ainsi qu'une livraison rapide et fiable des produits intermédiaires.

Les économies en développement ont plus de chances de pouvoir adopter rapidement les technologies mises au point dans les pays riches et incorporées aux machines et équipements qu'ils importent s'ils n'opposent que des obstacles limités à l'entrée de ces biens. D'après les données commerciales, une quantité relativement



importante de connaissances est transférée aux pays en développement par la voie du commerce et il existe des possibilités considérables de renforcement des transferts de technologie, en particulier vers l'Afrique et les PMA. La technologie incorporée est souvent complémentaire de la technologie immatérielle (les innovations d'organisation ou de gestion, par exemple), dont l'ouverture au commerce des services facilite le transfert.

*...et l'amélioration des institutions.*

Le commerce et l'investissement étranger direct supposent que les parties soient assurées que les contrats seront exécutés et les paiements effectués, et suppose que des droits de propriété afférents aux actifs matériels et immatériels soient bien définis. Les pays où les choses se font traditionnellement ainsi ont donc plus de chances de commercer davantage. D'autre part, l'ouverture peut aussi avoir un effet positif sur la qualité des institutions. L'abaissement des obstacles au commerce peut, par exemple, encourager les particuliers et les gouvernements à améliorer les règles formelles et informelles qui régissent les interactions commerciales afin de stimuler les échanges. Le commerce en soi permet de mieux connaître et comprendre les institutions étrangères, et déboucher le cas échéant sur des réformes institutionnelles. Les travaux empiriques confirment que les liens de causalité vont dans les deux sens, la qualité institutionnelle ayant un impact positif sur l'ouverture et celle-ci influant de même sur la qualité des institutions. Les pays qui disposent de meilleures institutions connaissent une croissance plus rapide, ce qui indiquerait que le commerce peut aussi avoir un impact indirect sur les revenus en améliorant la qualité des institutions.

*Les plus démunis peuvent bénéficier de la libéralisation du commerce.*

Il semble que beaucoup considèrent que la mondialisation a creusé l'écart entre les revenus au plan national aussi bien qu'international. Pourtant, les données empiriques disponibles montrent que la croissance rapide que la Chine et l'Inde ont connue après avoir libéralisé leur commerce a contribué au resserrement global de l'écart entre les revenus, si l'on mesure celui-ci de façon à prendre en compte la taille des populations.

Dans de nombreux pays en développement, la répartition des revenus est devenue plus égale pendant les périodes de libéralisation des échanges. D'autres cependant ont évolué vers une inégalité de plus en plus grande des revenus. Ce phénomène s'expliquerait de plusieurs manières. L'accent est mis sur le rôle joué au cours des dernières décennies par le progrès technique qui, souvent, a accompagné la libéralisation du commerce. On peut penser que les nouvelles technologies ont entraîné un redéploiement de la demande de travail au détriment de la main-d'œuvre peu qualifiée, d'où des pressions à la baisse sur le revenu des travailleurs peu qualifiés déjà faiblement rémunérés. Le commerce et l'investissement étranger direct ont un rôle à jouer dans le transfert de ces technologies des pays industrialisés vers les pays en développement.

L'impact de la libéralisation du commerce sur la répartition des revenus d'un pays donné dépend aussi du dispositif de protection qui existait avant la libéralisation à l'intérieur et à l'extérieur et de l'avantage comparatif dont jouit ce pays. Étant donné que, dans les pays en développement, les pauvres vivent souvent dans les zones rurales et travaillent dans le secteur agricole, l'incidence de la réforme du commerce sur l'agriculture déterminera de manière décisive son effet global sur la réduction de la pauvreté. On ne peut exclure que le rythme relativement lent de la libéralisation du commerce dans l'agriculture ait eu des conséquences négatives pour les populations pauvres de certains pays en développement.

Pour se faire une idée plus complète de l'impact du commerce sur la pauvreté, il faut examiner l'effet conjugué du commerce sur la croissance et sur l'inégalité des revenus. Si l'impact sur la croissance est suffisamment fort, le creusement des inégalités de revenu peut très bien aller de pair avec un recul de la pauvreté. Les preuves empiriques disponibles pour certains pays confirment, de fait, que la libéralisation du commerce s'est accompagnée d'un recul très sensible de la pauvreté absolue, même si les inégalités de revenus se sont parallèlement creusées.

***Les pays qui s'engagent dans le système commercial multilatéral peuvent dégager des bénéfices accrus de l'ouverture.***

Une coopération internationale fondée sur des engagements contraignants en matière d'ouverture des marchés et d'application des règles commerciales peut-elle améliorer la situation des pays qui souhaitent bénéficier du commerce? Quatre arguments sont avancés dans ce sens. Le premier a trait aux avantages économiques et politiques de la réciprocité, même dans les cas où les pays en développement n'accordent pas la réciprocité totale. Deuxièmement, cette coopération fondée notamment sur la participation à un système de droits et obligations contraignants au plan international doit être favorisée en raison de son impact sur les coûts de transaction. Troisièmement, le commerce a de bonnes chances de se développer et d'être plus rentable s'il se déroule dans un climat de certitude et de sécurité quant à l'accès aux marchés et aux règles applicables – l'engagement préalable à respecter des règles atténue aussi l'impact que le pouvoir et la taille des participants peuvent avoir sur le résultat des négociations. Quatrièmement, enfin, les engagements internationaux sont un moyen de renforcer la position des États face aux pressions imputables aux groupes d'intérêts.

***Le Programme de Doha pour le développement offre l'occasion de consolider l'acquis des cycles précédents et de définir les moyens de répondre aux besoins des Membres de plus en plus nombreux de l'OMC.***

Depuis la signature du GATT en 1947, le nombre des Membres de l'OMC est passé de 23 à 146 en avril 2003. La majorité des nouveaux venus sont des pays en développement ou, plus récemment, des pays en transition. Il est de plus en plus difficile pour le système multilatéral de faire face à cette diversité croissante des caractéristiques, des besoins et des priorités économiques. On reconnaît aujourd'hui que la communauté internationale doit aider les pays en développement à se donner les moyens de participer plus complètement au commerce international, de prendre part aux délibérations et de faire entendre leur voix. Le Programme de Doha pour le développement énonce un programme de travail qui vise à mettre en œuvre ces objectifs, réaffirme le rôle que le traitement spécial et différencié peut jouer à l'appui du développement et reconnaît la nécessité du renforcement des capacités et de l'assistance technique. Il souligne aussi que l'accès aux marchés, les règles de l'OMC et le règlement des différends sont importants pour le développement.

***Sur les marchés des pays développés, les niveaux de protection les plus élevés s'appliquent aux produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement...***

Le taux moyen effectivement appliqué par les pays développés sur les produits manufacturés est très faible, et un peu plus de la moitié des importations mondiales se font en franchise de droits. Néanmoins, deux des secteurs d'exportation qui intéressent le plus les pays en développement, à savoir l'agriculture et les textiles et vêtements, sont restés en dehors des négociations commerciales multilatérales jusqu'au Cycle d'Uruguay. Les taux de droits y sont sensiblement plus élevés que ceux qui s'appliquent en moyenne au commerce de marchandises, et les textiles et vêtements resteront soumis à des contingents jusqu'à 2005. Les crêtes tarifaires et la progressivité des droits sont aussi plus fréquentes dans ces secteurs. Le soutien interne et les subventions à l'exportation en vigueur dans l'agriculture entraînent des distorsions supplémentaires des échanges au détriment des pays en développement, et en particulier des pays les moins avancés. Dans le secteur des services, le nombre d'engagements est le plus faible pour le mode 4 (mouvement des personnes physiques), qui présente le plus d'intérêt pour les pays en développement.

***...mais ce type d'obstacle est important aussi sur les marchés des pays en développement, ce qui entrave le commerce Sud-Sud.***

Les taux de droits moyens effectivement appliqués et consolidés d'un pays donné, de même que l'incidence de ces taux au-delà de 15 pour cent, sont liés de façon négative au revenu par habitant. En outre, les pays en développement ne se distinguent pas des pays développés lorsqu'il s'agit de protéger des secteurs présentant un intérêt particulier pour d'autres pays en développement exportateurs. Ces caractéristiques du tarif douanier des Membres de l'OMC déterminent les positions qu'ils prennent lors des négociations et les possibilités d'améliorer la participation des pays en développement au système commercial multilatéral.

*Pour faciliter une ouverture propice au développement, il faut répondre aux préoccupations liées au traitement spécial et différencié afin que les pays en développement soient mieux en mesure de s'engager dans le système commercial multilatéral.*

Les intérêts et les priorités de bon nombre de pays en développement se retrouvent dans les questions liées au traitement spécial et différencié, à l'assistance technique et au renforcement des capacités. Le commerce et le transfert de technologie, le commerce et les finances ou les petites économies sont aussi des volets du programme de Doha qui intéressent particulièrement les pays en développement. Il en va de même de certains aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce – accès aux médicaments ou au matériel génétique, protection des savoirs traditionnels –, qui sont examinés brièvement dans l'optique du développement.

Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié sont essentielles pour répondre aux questions d'équilibre, de pertinence et de priorité qui se posent au moment où les Membres s'efforcent de définir la contribution du programme de Doha au développement. Toutefois, le traitement spécial et différencié n'est pas une panacée s'il est considéré simplement comme un moyen visant à réduire au minimum les engagements pris par les pays en développement dans le cadre du système. Mais, si les efforts déployés pour prendre aussi peu d'engagements que possible ne contribueront guère au développement, c'est aussi le cas des engagements coercitifs pris dans le cadre de l'OMC et découplés des intérêts économiques nationaux bien compris. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié devraient concerner avant tout le contenu et le calendrier des mesures prises ainsi que l'alignement des engagements contractuels pris dans le cadre de l'OMC sur les besoins et priorités du développement. S'il n'existe pas de solution unique applicable à tous, comment répondre à des besoins différenciés par des dispositions également différenciées sans donner un pouvoir discrétionnaire excessif à ceux qui ont accès au traitement spécial et différencié ou à ceux qui leur octroient cet accès? La pertinence des décisions prises pourrait être assurée, notamment, par des dispositions qui définissent intrinsèquement les bénéficiaires en fixant des seuils ou autres dispositifs de déclenchement, par exemple.

*Les pays en développement s'impliqueront davantage dans le système si l'assistance technique et le renforcement des capacités sont assurés de façon plus efficiente dans les domaines liés au commerce.*

La Déclaration de Doha marque un renouvellement de l'approche de l'assistance technique et du renforcement des capacités adoptée par le GATT puis l'OMC. Beaucoup de conditions doivent être réunies pour que ces deux activités soient efficaces, et la contribution de l'OMC doit s'inscrire dans le cadre de ses fonctions et compétences. Elle se concentre donc sur la valorisation du capital humain, c'est-à-dire essentiellement l'acquisition des connaissances sur le commerce et le système commercial international et des compétences techniques nécessaires pour identifier, articuler et défendre les intérêts nationaux dans le domaine des échanges. D'autres organismes ou pays apportent un soutien similaire dans ce domaine. Certains s'engagent aussi dans d'autres volets de l'assistance et du renforcement des capacités en fournissant des infrastructures physiques ou un appui dans d'autres domaines de la politique économique. Pour que ce soutien conjoint soit efficace, il est essentiel d'assurer la cohérence de l'action conduite par ces divers organismes et gouvernements.

*La coopération multilatérale pourrait être un moyen de faciliter l'accès des pays en développement aux médicaments essentiels.*

La pandémie de VIH/SIDA et diverses autres maladies peuvent être contenues, mais le prix élevé des médicaments indispensables dépasse les moyens financiers des pays les plus touchés. Certains pays en développement disposent des capacités de production nécessaires pour créer une version générique de médicaments protégés par des brevets. Beaucoup d'autres pays sont capables d'importer ces produits, et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) les autorise à le faire sous licence obligatoire. Cependant, l'Accord sur les ADPIC requiert que les licences obligatoires soient accordées avant tout pour l'approvisionnement du marché intérieur. Le problème est donc d'assurer que des versions génériques de médicaments essentiels protégés par des brevets soient disponibles dans les pays en développement qui ne disposent pas de capacités de production suffisantes, s'ils souhaitent importer les médicaments en question sous licence obligatoire. Les Membres ne sont pas loin d'avoir trouvé une solution à ce problème, mais il leur reste encore à s'entendre sur un point important: le champ des problèmes de santé publique ou des maladies qui serait couvert par la solution proposée.

Si, sur cette question comme sur quelques autres, les pays en développement s'attachent surtout à la souplesse offerte par l'Accord sur les ADPIC, dans d'autres domaines (protection du matériel génétique, des savoirs traditionnels et du folklore, extension des indications géographiques), nombre d'entre eux s'intéressent aux gains à attendre d'un resserrement des disciplines multilatérales et considèrent que l'OMC pourrait offrir une enceinte adéquate pour ce faire.

***Pour gérer l'ouverture, il importe que le système commercial multilatéral s'appuie sur des règles claires, souples...***

Les sauvegardes, mesures antidumping et mesures compensatoires permettent aux gouvernements de restreindre temporairement le commerce en réponse à des situations imprévues ou à des pratiques commerciales déloyales susceptibles de désorganiser le marché intérieur. Les pays en développement sont autorisés à restreindre le commerce pour des motifs de balance des paiements ou pour faciliter l'émergence d'un secteur d'activité donné afin de relever leur niveau de vie. La possibilité d'appliquer des mesures de protection en cas d'urgence peut encourager les pays à aller plus loin dans l'ouverture des marchés qu'ils ne le feraient en l'absence de garde-fous contre des événements imprévus ou des pratiques commerciales déloyales. La menace de recourir à de telles mesures peut d'autre part inciter des partenaires commerciaux à respecter les règles convenues. Néanmoins, ces mesures d'urgence sont coûteuses si elles vont au-delà de ce qui est nécessaire pour redresser la situation ou si elles sont mal conçues. Il y a lieu de préciser et d'améliorer ces règles et de prendre en compte les besoins des pays en développement durant le cycle de Doha.

***...et effectivement appliquées, assorties de sanctions en cas de manquement.***

Le système de règlement des différends mis en place par l'OMC a bien fonctionné. C'est une mesure de dernier ressort; les trois quarts environ des plaintes déposées ne dépassent pas le stade des consultations et ne sont donc pas portées devant un groupe spécial. Cela dit, le recours au mécanisme de règlement des différends impose des coûts considérables auxquels certains pays en développement ne peuvent faire face. La préparation d'un recours peut être particulièrement onéreuse, et les petits pays n'ont pas toujours intérêt à engager des mesures de rétorsions contre un pays plus important qui choisit de ne pas se conformer aux conclusions. La suspension des concessions, qui figure parmi les mesures de rétorsion autorisées, peut porter autant préjudice à la partie gagnante qu'à la partie perdante, en particulier lorsqu'un pays en développement obtient gain de cause contre un pays développé. Le programme de Doha prévoit d'améliorer et de clarifier le système en vigueur.

***Pour que l'abaissement des obstacles tarifaires et non tarifaires réussisse, il importe de prendre en considération des questions «transfrontalières» telles que les politiques d'investissement et de concurrence.***

L'évolution des pratiques économiques et la libéralisation du système commercial se conjuguent pour créer une économie mondiale plus concurrentielle et accroître les flux d'investissement étranger direct. Conscients de la nécessité d'assurer un environnement commercial ouvert et équitable, les Membres envisagent d'étendre les disciplines multilatérales aux domaines de l'investissement et de la concurrence. Les deux questions sont évoquées dans le cadre multilatéral depuis la Charte de La Havane, qui a précédé le GATT, et ont connu un regain d'intérêt lors de la première Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour en 1996. La libéralisation des flux d'investissement peut dégager des gains au même titre que la libéralisation des flux commerciaux. Il y a donc de bonnes raisons de favoriser la coopération internationale dans ce domaine, ce qui explique que les Membres s'interrogent sur la portée des règles, l'architecture d'un éventuel accord, l'enceinte adaptée à ces négociations et le coût d'opportunité des ressources consacrées à ces efforts.

La coordination et la coopération sont à l'évidence souhaitables dans le domaine des politiques de la concurrence, en particulier lorsque celles-ci ont des retombées, qu'elles soient négatives (cartels d'exportation) ou positives (cohérence et synergie de régimes nationaux). Là encore, les décisions sur la marche à suivre tournent autour des questions de portée des règles, d'architecture, d'enceinte appropriée et de coût d'opportunité des ressources.

## CONCLUSION

Ce rapport se proposait de couvrir un vaste domaine. Le résumé analytique sur lequel il s'ouvre expose les grandes lignes des principaux secteurs abordés et les observations essentielles faites sur chacun d'eux. Un document de ce type est, en soi, un résumé de questions complexes et doit s'appuyer largement sur d'autres travaux analytiques plus approfondis, auxquels il a été fait référence dans le corps du texte. Beaucoup des questions évoquées ici sont des «cibles mouvantes», en particulier lorsqu'elles concernent des domaines où les Membres de l'OMC font en permanence des choix stratégiques qui influent sur les résultats des discussions et sont activement engagés dans une négociation commerciale d'envergure.

Une grande partie du rapport est consacrée à des questions liées au développement, car chacun reconnaît que la capacité du système commercial multilatéral à répondre efficacement aux besoins de développement de la majorité des Membres de l'OMC est un des problèmes qui se posent avec le plus d'urgence aujourd'hui. Mais l'efficacité du système dans son ensemble ne saurait dépendre de la seule question étroite – bien que cruciale – des besoins des pays en développement; elle suppose que l'on s'attache aussi à mettre sur pied une série d'accords répondant aux attentes des pays plus importants et plus riches. Négliger les intérêts de tel ou tel pays ou groupe de pays, c'est affaiblir inévitablement le système et compromettre, à terme, son universalité.

Plaidoyer vigoureux en faveur d'un engagement plus poussé dans le système commercial multilatéral, ce rapport présente des arguments qui s'appliquent à tous les Membres et sont particulièrement opportuns en cette période de négociation. Mais qui dit responsabilité conjointe ne dit pas responsabilité indifférenciée, et certains pays sont mieux placés que d'autres pour infléchir le cours des choses: cette proposition est implicite dans la majeure partie de l'analyse développée ici. Le rapport fait aussi valoir que, si les positions de négociation de chacun ne s'inscrivent pas fermement dans un cadre clair et cohérent défini en termes d'intérêt national, l'occasion d'utiliser le système pour favoriser le développement sera manquée. Autrement dit, il ne faudrait pas qu'à l'issue des négociations, certains pays soient tenus par des engagements qu'ils n'auraient pas souhaités prendre. Cela signifie aussi que les pays participants devraient reconnaître que la réticence à négocier des engagements ou le refus de le faire n'est pas une attitude neutre et aura forcément des conséquences sous formes d'occasions perdues.



## NOTES TECHNIQUES

### a) Composition des groupes de pays

#### i) Régions

*Amérique du Nord*: Canada, États-Unis d'Amérique et territoires d'Amérique du Nord n.d.a.

*Amérique latine*: Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela et autres pays et territoires d'Amérique latine n.d.a.

*Europe occidentale*: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Slovénie, Yougoslavie (les cinq derniers pays mentionnés correspondent à l'ex-Yougoslavie) et territoires d'Europe occidentale n.d.a.

*Europe centrale et orientale, États baltes et Communauté d'États indépendants (économies en transition)*, dont l'*Europe centrale et orientale*: Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Roumanie; les *États baltes*: Estonie, Lettonie et Lituanie; et la *Communauté d'États indépendants (CEI)*: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine. Le groupement ex-URSS correspond aux États baltes et à l'actuelle CEI.

*Afrique*, dont l'*Afrique du Nord*: Algérie, Égypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc et Tunisie; et l'*Afrique subsaharienne* comprenant: l'*Afrique occidentale*: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo; l'*Afrique centrale*: Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad; l'*Afrique orientale*: Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie et Soudan; et l'*Afrique australe*: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe et territoires d'Afrique n.d.a.

*Moyen-Orient*: Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Émirats arabes unis, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, Yémen et autres pays et territoires du Moyen-Orient n.d.a.

*Asie*, dont l'*Asie de l'Ouest*: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka et l'*Asie de l'Est (Océanie comprise)*: Australie; Brunéi Darussalam; Cambodge; Chine; Fidji; Région administrative spéciale de Hong Kong, Chine (Hong Kong, Chine); Îles Salomon; Indonésie; Japon; Kiribati; Macao, Chine; Malaisie; Mongolie; Myanmar; Nouvelle-Zélande; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République de Corée; République démocratique populaire lao; Samoa; Singapour; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois); Thaïlande; Tonga; Tuvalu; Vanuatu; Viet Nam et autres pays et territoires de l'Asie et du Pacifique n.d.a.

#### ii) Accords d'intégration régionale

*ALADI*: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.

*ALEEC*: Hongrie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie et Slovénie.

*ALENA*: Canada, États-Unis d'Amérique et Mexique.

*ANASE*: Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

*APEC*: Australie; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Chine; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Hong Kong, Chine; Indonésie; Japon; Malaisie; Mexique; Nouvelle-Zélande; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Pérou; Philippines; République de Corée; Singapour; Taipei chinois; Thaïlande et Viet Nam.

*ASACR*: Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka.

*CARICOM*: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

*CCG*: Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

*CDEAO*: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

*CEEAC*: Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République du Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda et Sao Tomé-et-Principe.

*CEMAC (UDEAC)*: Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad.

*COMESA*: Angola, Burundi, Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

*Marché commun andin*: Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela.

*MCCA*: Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua.

*MERCOSUR*: Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay.

*SADC*: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Seychelles, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

*UEMOA*: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

*Union européenne*: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

### *iii) Autres groupes de pays*

*Pays les moins avancés*: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

Les appellations utilisées dans le présent rapport n'impliquent de la part du Secrétariat aucune prise de position quant au statut d'un pays ou territoire ou d'une région, ni quant au tracé de ses frontières.



## b) Calculs tarifaires

Les calculs tarifaires figurant à la section IIB reposent sur des données disponibles dans la base de données des listes tarifaires codifiées de l'OMC (LTC) et dans la base de données intégrée (BDI) ainsi que dans le Système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Les profils tarifaires pour les droits NPF consolidés finals sont tirés de la base de données LTC, qui inclut les droits consolidés finals et d'autres renseignements comme les périodes de mise en œuvre et les droits de négociateur primitif. La base LTC couvre tous les Membres de l'OMC, contient tous les engagements sur les marchandises – y compris les négociations avant et après le Cycle d'Uruguay – et est mise à jour régulièrement.<sup>1</sup> Les profils tarifaires pour les droits consolidés sont indiqués pour 128 Membres.<sup>2</sup>

Les profils tarifaires pour les droits NPF statutaires appliqués sont tirés en premier lieu de la base de données BDI. La BDI, qui repose sur les notifications des Membres, contient les droits NPF consolidés appliqués et courants ainsi que des statistiques sur les importations. Elle contient également des préférences et des équivalents *ad valorem* (EAV) pour les lignes tarifaires non *ad valorem* s'ils sont fournis par les Membres sur une base volontaire. La base de données couvre 107 Membres et pays accédants pour lesquels des renseignements traités sont disponibles. Dans chaque cas, la dernière année pour laquelle des renseignements sont disponibles a été retenue.

La base de données TRAINS de la CNUCED contient des mesures tarifaires et non tarifaires et des renseignements commerciaux. Les renseignements tarifaires sont compilés par la CNUCED sur la base de sources nationales, intergouvernementales et autres et sont disponibles au niveau de la ligne tarifaire. Les renseignements commerciaux proviennent essentiellement de la base de données COMTRADE de la Division des statistiques de l'ONU (voir plus loin) et ne sont disponibles qu'au niveau de la position à six chiffres du SH.

Pour améliorer la comparabilité entre pays, les profils tarifaires figurant à la section IIB et dans les tableaux de l'Appendice ont été établis au niveau de la position à six chiffres du Système harmonisé (SH) sur la base des lignes tarifaires des chapitres 01 à 97. La classification des produits au niveau de la position à six chiffres du SH offre une structure commune qui n'est pas biaisée par les différents niveaux de désagrégation des droits des Membres. Pour le calcul des droits moyens et maximaux au niveau de la position à six chiffres du SH, seuls les droits *ad valorem*, y compris les EAV s'ils ont été fournis par le Membre, ont été utilisés. Cependant, l'incidence des droits autres qu'*ad valorem* (droits spécifiques, mixtes ou composites) est indiquée dans tous les tableaux.

La première étape des calculs a consisté à agréger à la fois les chiffres des droits consolidés et appliqués par ligne jusqu'au niveau de la position à six chiffres. En ce qui concerne les droits consolidés, seules les lignes tarifaires consolidées ont été prises en considération dans les calculs. Aucune hypothèse n'a été faite au sujet des droits correspondant aux lignes tarifaires non consolidées. Par conséquent, une sous-position à six chiffres a été considérée comme consolidée si au moins une ligne tarifaire à l'intérieur de cette sous-position était consolidée et les droits moyens ont été calculés uniquement pour les lignes tarifaires consolidées. Une sous-position à six chiffres dans laquelle aucune ligne tarifaire n'était consolidée a été considérée comme non consolidée. Les sous-positions non consolidées n'ont pas été prises en compte dans les calculs figurant aux tableaux IIB.1-3 de l'Appendice. Tous les calculs ultérieurs ont été basés sur ces droits moyens «préagregés» au niveau de la position à six chiffres du SH.

Dans le cas des contingents tarifaires, les droits contingentaires ont été inclus dans les calculs pour le Canada, les États-Unis, le Japon et les Philippines.

<sup>1</sup> Les données concernant l'Arménie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, deux pays ayant récemment accédé à l'OMC, n'ont pas encore été traitées pour être intégrées dans la base de données LTC et ne sont donc pas encore incluses dans les tableaux.

<sup>2</sup> Les États membres de l'Union européenne comptent pour un Membre, tout comme la Suisse et le Liechtenstein.

Il convient de noter que dans le cas des données provenant de la CNUCED aux tableaux IIB.4-7 de l'Appendice, seuls les moyennes simples et les coefficients de variation ont été calculés en utilisant les droits moyens au niveau de la position à six chiffres du SH. Les autres indicateurs sont calculés sur une base de ligne tarifaire.

### c) UE/CE

Pour des raisons juridiques, l'Union européenne (UE) est officiellement dénommée Communautés européennes (CE) dans le cadre de l'OMC. L'appellation utilisée dans le présent rapport dépend du contexte, mais l'une et l'autre désignent la même entité. Les CE sont un Membre à part entière comme le sont chacun de leurs 15 États membres – ce qui fait 16 Membres de l'OMC au total.

### d) Notes techniques liées aux graphiques

*Graphique IIB.2 Pourcentages des lignes NPF exemptes de droits et des importations NPF effectuées en franchise, diverses économies*

Le pourcentage de lignes NPF appliquées en franchise de droits a été calculé au niveau de la position à six chiffres du SH comme indiqué plus haut. La part d'importations en franchise de droits a été calculée sur la base des données de COMTRADE au niveau de la position tarifaire à six chiffres du SH.

*Graphique IIB.3 Moyennes des taux NPF effectivement appliqués, par catégorie de produit*

La description de chaque catégorie est fournie au tableau 1 de la note technique. Les catégories 01-11 et 97 sont considérées comme des produits non agricoles. Les taux de droits moyens ont été calculés sur la base des données de la BDI, les droits pour les produits agricoles sont donc les droits hors contingent (sauf comme il est indiqué ci-dessus) et ils excluent les lignes autres qu'*ad valorem*.

**Tableau 1 de la note technique**  
**Description des catégories des négociations commerciales multilatérales**

CATÉGORIE		NOMENCLATURE DU SYSTÈME HARMONISÉ SH 1996
No.	DESCRIPTION	
01	Bois, pulpe, papier et meubles	Ch. 44, 45, 47, 4801-14, 4816-23, Ch. 49, 9401-04.
02	Textiles et vêtements	3005, 3306, 3921, 4202, Ch. 50-63 (sauf 5001-03, 5101-03, 5201-02, 5301-02), 6405-06, 6501-05, 6601, 7019, 8708, 8804, 9113, 9502, 9612.
03	Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	Ch. 40, 41 (sauf 4101-03), 4201, 4203-05, Ch. 43 (sauf 4301), Ch. 64, 9605.
04	Métaux	2601-17, 2620, Ch. 72, 7301-20, 7323-26, Ch. 74-76, 78-82, 8301-03, 8306-11.
05	Produits chimiques et fournitures photographiques	2705, Ch. 28-30 (sauf 3005), Ch. 32-33 (sauf 3301 et 3306), 3401-02, 3404-05, 3407, 3506-07, 3601-04 et Ch. 37-39 (sauf 3823 et 3921).
06	Matériel de transport	8601-07, 8609, 8701-07, 8711-14, 8716, 8801-03, 8901-08.
07	Machines non électriques	7321-22, Ch. 84, 8608, 8709.
08	Machines électriques	8501-18 et 8525-48.
09	Produits minéraux, pierres précieuses et métaux précieux	Ch. 25, 2618-19, 2621, 2701-04, 2706-08, 2711-15, Ch. 31, 3403, 6801-06, 6808-15, Ch. 69-71 (sauf 7019).
10	Articles manufacturés non dénommés ailleurs	2716, 3406, 3605-06, 4206, 4601-02, 4815, 6506-07, 6602-03, 6701-04, 6807, 8304-05, 8519-24, 8710, 8715, 8805, Ch. 90, 9101-12, 9114, Ch. 92-93, 9405-06 et Ch. 95-97 (sauf 9502, 9605 et 9612).
11	Pêche et produits de la pêche	Ch. 03, 0509, 1504, 1603-05, 2301.
12	Fruits et légumes	Ch. 07, Ch. 08, 1105-06, 2001-08.
13	Café, thé, maté, cacao et produits dérivés	0901-03, Ch. 18 (sauf 1802), 2101.
14	Sucres et confiseries	Ch. 17.
15	Épices, céréales et autres préparations alimentaires	0407-10, 0904-10, 1101 04, 1107-09, Ch. 19, 2102-06, 2209.
16	Graines	Ch. 10.
17	Animaux et produits d'origine animale	Ch. 01, Ch. 02, 1601-02.
18	Graines oléagineuses, matières grasses et productions dérivées	1201-08, Ch. 15 (sauf 1504), 2304 06, 3823.
19	Fleurs coupées, végétaux, matières d'origine végétale; gommes laques, etc.	0601-03, 1211, Ch. 13, Ch. 14.
20	Boissons, non alcoolisées et alcoolisées	2009, 2201-08.
21	Produits laitiers	0401-06.
22	Tabac	Ch. 24.
23	Autres produits agricoles	Ch. 05 (sauf 0509), 0604, 1209-10, 1212-14, 1802, 230110, 2302-03, 2307-09, 290543-45, 3301, 3501-05, 380910, 382460, 4101-03, 4301, 5001-03, 5101-03, 5201-03, 5301-02.
97	Pétrole	2709-2710

*Graphique IIB.4 Progressivité des droits de douane sur les produits agricoles et certaines catégories agricoles, droits effectivement appliqués*

La méthodologie utilisée pour calculer le droit moyen est la même que pour le graphique IIB.3. La description des produits pour les trois catégories figure au tableau 1 de la note technique. Il convient de noter que les calculs utilisent des taux hors contingent tarifaire et ne tiennent pas compte des droits autres qu'*ad valorem*. Les catégories pour les trois stades de production sont décrites dans OMC (2001b).

*Graphique IIB.5 Profil tarifaire des produits non agricoles*

Les données pour les droits consolidés et appliqués proviennent des bases de données LTC et BDI de l'OMC (ces droits sont présentés dans les tableaux IIB.3 et IIB.6 de l'Appendice). Les données concernant le PIB par habitant proviennent pour l'année 2000 de la Banque mondiale (Indicateurs du développement dans le monde).

*Graphique IIB.6 Progressivité des droits de douane sur les produits non agricoles et certaines catégories de produits*

La méthodologie utilisée pour calculer le droit moyen est la même que pour le graphique IIB.3. La description des produits pour les trois catégories figure au tableau 1 de la note technique. Il convient de noter que les calculs ne tiennent pas compte des droits autres qu'*ad valorem*. Les catégories pour les trois étapes de production sont décrites dans OMC (2001b)

## Tableaux IIB.1-3 de l'Appendice

La description de la base de données a été fournie plus haut. Le tableau 2 de la note technique donne une description de chacun des titres de colonnes des tableaux IIB.1-3 de l'Appendice consacrés aux taux consolidés.

**Tableau 2 de la note technique**  
**Description des titres de colonnes des tableaux IIB.1-3 de l'Appendice**

TITRE DE LA COLONNE		DESCRIPTION OU MÉTHODE DE CALCUL
Marché d'importation		Membre de l'OMC.
Étendue de la consolidation (pourcentage)		Nombre de sous-positions du SH contenant au moins une ligne tarifaire consolidée, divisé par le nombre total de sous-positions du SH dans la version correspondante de la nomenclature du SH (tous les produits - SH92: 5020, SH96: 5113; produits non agricoles, tels qu'ils sont définis dans l'Accord sur l'agriculture de l'OMC - SH92: 4357, SH96: 4436).
Moyenne simple		Moyenne simple des droits <i>ad valorem</i> consolidés finals au niveau de la position à six chiffres du SH.
Coefficient de variation		Mesure de la dispersion relative des droits, calculée en divisant l'écart type par la moyenne des droits consolidés finals au niveau de la position à six chiffres du SH.
Droit maximal		Droit <i>ad valorem</i> consolidé final maximal calculé sur la base des droits au niveau de la ligne tarifaire.
Dernière année de mise en œuvre		Fin de la période de mise en œuvre (année).
En franchise (pourcentage)		Nombre de sous-positions du SH pour lesquelles les droits applicables à toutes les lignes tarifaires sont égaux à zéro, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.
Passibles de droits (pourcentage):	Total	Nombre de sous-positions du SH pour lesquelles les droits applicables aux lignes tarifaires ne sont pas tous égaux à zéro, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.
	Dont droits autres qu' <i>ad valorem</i>	Nombre de sous-positions du SH pour lesquelles il y a au moins un droit autre qu' <i>ad valorem</i> sans équivalent <i>ad valorem</i> , divisé par le nombre total de sous-positions du SH. Les droits non communiqués ont été traités comme des droits autres qu' <i>ad valorem</i> .
Crête au niveau international (pourcentage)		Nombre de droits au niveau de la position à six chiffres du SH supérieurs à 15 pour cent, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.
Crête au niveau national (pourcentage)		Nombre de droits au niveau de la position à six chiffres du SH au moins trois fois supérieurs à la moyenne simple globale du Membre, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.
Autres droits et impositions (ADI):	Moyenne simple	Moyenne simple des ADI avec droits <i>ad valorem</i> au niveau de la position à six chiffres du SH.
	Droit maximal	Droit ADI <i>ad valorem</i> maximal calculé sur la base des droits au niveau de la ligne tarifaire.
	Dont droits autres qu' <i>ad valorem</i> (pourcentage)	Nombre de sous-positions du SH pour lesquelles il y a au moins un droit ADI autre qu' <i>ad valorem</i> , divisé par le nombre total de sous-positions du SH.

## Tableau 3 de la note technique

## Description des titres de colonnes des tableaux IIB.4-6 de l'Appendice

TITRE DE LA COLONNE		DESCRIPTION OU MÉTHODE DE CALCUL
Marché d'importation		Membre de l'OMC ou pays accédant.
Année		Année du tarif douanier.
Nombre total de lignes tarifaires		Nombre total de lignes tarifaires dans la liste tarifaire des Membres, y compris les suffixes.
Moyenne simple		Moyenne simple des droits NPF <i>ad valorem</i> appliqués au niveau de la position à six chiffres du SH, compte tenu des EAV s'ils ont été communiqués pour la BDI.
Coefficient de variation		Mesure de la dispersion relative des droits, calculée en divisant l'écart type par la moyenne des droits consolidés finals au niveau de la position à six chiffres du SH.
Droit maximal		Droit NPF <i>ad valorem</i> appliqué maximal calculé sur la base des droits au niveau de la ligne tarifaire, compte tenu des EAV s'ils ont été communiqués pour la BDI.
En franchise (pourcentage)		Nombre de sous-positions du SH pour lesquelles les droits applicables à toutes les lignes tarifaires sont égaux à zéro, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.
Passibles de droits (pourcentage):	Total	Nombre de sous-positions du SH pour lesquelles les droits applicables aux lignes tarifaires ne sont pas tous égaux à zéro, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.
	Dont droits autres qu' <i>ad valorem</i>	Nombre de sous-positions du SH pour lesquelles il y a au moins un droit autre qu' <i>ad valorem</i> sans équivalent <i>ad valorem</i> , divisé par le nombre total de sous-positions du SH. Les droits non communiqués ont été traités comme des droits autres qu' <i>ad valorem</i> .
Crête au niveau international (pourcentage)		Nombre de droits au niveau de la position à six chiffres du SH supérieurs à 15 pour cent, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.
Crête au niveau national (pourcentage)		Nombre de droits au niveau de la position à six chiffres du SH au moins trois fois supérieurs à la moyenne simple globale du Membre, divisé par le nombre total de sous-positions du SH.

Tableau IIB.7 de l'Appendice

Les données tarifaires proviennent à la fois de la base de données BDI de l'OMC et de la base de données TRAINS de la CNUCED. Les catégories de produits sont énumérées dans le tableau 1 de la note technique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D. Johnson, S. and Robinson, J.A. (2001) 'The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation', *American Economic Review* 91, 5: 1369-1401.
- (2002) 'Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution', *The Quarterly Journal of Economics* 117, 4: 1231-1294.
- Ades, R. and Di Tella, R. (1999) 'Rents, Competition and Corruption', *The American Economic Review* 89, 4: 982-94.
- Adlung, R., Carzeniga, A., Hoekman, B., Kono, M., Mattoo, A. and Tuthill, L. (2002) 'The GATS: Key Features and Sectors', in B. Hoekman, A. Mattoo and P. English (eds.) *Development Trade, and the WTO*, Washington, DC: World Bank.
- Alexandratos, N. (1999) 'World Food and Agriculture: Outlook for the Medium and Long-Term', *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 96: 5908-5914.
- Anderson, R.D. and Holmes, P. (2002) 'Competition Policy and the Future of the Multilateral Trading System', *Journal of International Economic Law* 5, 2: 531-563.
- Antle, J.M. and Heidebrink, G. (1995) 'Environment and Development: Theory and International Evidence' *Economic Development and Cultural Change* 43, 3: 603-625.
- Arrowsmith, S. and Trybus, M. (2003) *Public Procurement: The Continuing Revolution*, Kluwer Law International.
- Audet, D. (2002) 'The Size of Government Procurement Markets', Offprint from the OECD Journal on Budgeting Vol.1, No.4, Paris: OECD.
- Aykut, D. and Ratha, D. (2002) 'South-South Trade Flows in the 1990s', *Background Paper for Global Development Finance*, Washington, DC: World Bank.
- Bacchetta, M. and Bora, B. (2001) 'Post-Uruguay Round Market Access Barriers for Industrial Products', *Policy Issues in International Trade and Commodities*, Study Series No. 12, Geneva: UNCTAD.
- (2003) 'Industrial Tariff Liberalisation and the Doha Development Agenda', *WTO Discussion Paper Series*, No. 1, Geneva: World Trade Organization.
- Bacchetta, M. and Drabek, Z. (2002) 'Effects of WTO Accession on Policy-Making in Sovereign States: Preliminary Lessons from the Recent Experience in Transition Countries', *Staff Working Paper* DERD-2002-02, Geneva: World Trade Organization.
- Bacchetta, M. and Jansen, M. (2003) 'Adjusting to Trade Liberalization: the Role of Policy, Institutions and WTO Disciplines', *Special Studies 7*, Geneva: World Trade Organization.
- Balassa, B. and Associates (1971) *The Structure of Protection in Developing Countries*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Baldwin, R. (1995) 'A Domino Theory of Regionalism', in R.E. Baldwin, P. Haaparanta and J. Kiander (eds.) *Expanding Membership of the European Union*, Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Baldwin, R. and Wyplosz, C. (2003) 'The Financial Markets and the Euro', *The Economics of European Integration*, Geneva, forthcoming.
- Barfield, C. (2002) 'WTO Dispute Settlement System in Need of Change', *Intereconomics* 37, 3: 131-135.
- Barro, R.J. (2001) 'Human Capital and Growth', *American Economic Review*, papers and proceedings, 91: 12-17.
- Bartelsman, E.J., Becker, R.A. and Gray, W.B. (2000) NBER-CIS Manufacturing database. Online. Available HTTP: <http://www.nber.org/nberces/nbprod96.htm>.
- Bayoumi, T. and Eichengreen, B. (1998) 'Is Regionalism Simply a Diversion? Evidence from the Evolution of the EC and EFTA', in T. Ito and A. Krueger (eds.) *Regionalism versus Multilateral Trade arrangements*, Univ. of Chicago Press.

- Bernstein, P.J. (1996) *Against the Gods, the Remarkable Story of Risk*, New York: John Wiley & Sons, inc.
- Bettendorf, L. and Verbowen, F. (2000) 'Incomplete Transmission of Coffee Bean Prices: Evidence from the Netherlands', *European Review of Agricultural Economics* 27, 1: 1-16.
- Bhagwati, J. (1996) 'Trade and the Environment: Exploring the Critical Linkages', in M.E. Bredahl, N. Ballenger, J.C. Dunmore and T.R. Roe (eds.) *Agriculture, Trade, and the Environment: Discovering and Measuring the Critical Linkages*, Boulder and London: HarperCollins, Westview Press.
- (1999) 'An Economic Perspective on the Dispute Settlement Mechanism', in J. Bhagwati, J. (ed.) (2002) *The Wind of the Hundred Days: How Washington Mismanaged Globalization*, Cambridge, MA: MIT Press.
- Birdsall, N. and Laurence, R.Z. (1999) 'Deep Integration and Trade Agreements: Good For Developing Countries?' in I. Kaul, I. Grunberg and M.A. Stern (eds.) *Global Public Goods: International Cooperation in the 21<sup>st</sup> Century*, New York: Oxford University Press for the United Nations Development Programme.
- Bloch, H. and Sapsford, D. (2000) 'Whither the Terms of Trade? an Elaboration of the Prebisch-Singer Hypothesis', *Cambridge Journal of Economics* 24, 3: 461-481.
- Blyde, J. (2001) 'Trade and Technology Diffusion in Latin-America', *Inter-American Development Bank Working Paper*, Washington, DC: Inter-American Development Bank.
- Bora, B. (2002a) 'Market Access Issues for LDCs and the Doha Development Agenda', mimeo, Geneva: WTO.
- (2002b) *Foreign Direct Investment: Research Issues*, London: Routledge.
- Bora, B., Brenton, P. and Ikezaki, T. (2003) *Market Access Barriers and Poverty in Developing East Asia*, Washington DC: World Bank.
- Bora, B., Cernat, L. and Turrini, A. (2002) 'Duty and Quota-Free Access for LDCs: Further Evidence from CGE Modelling', *Policy Issues in International Trade and Commodities*, Study Series No. 14, Geneva: UNCTAD.
- Brenton, P. (2003) 'Integrating the Least Developed Countries into the World Trading System: The Current Impact of EU Preferences under Everything But Arms', *World Bank Policy Research Working Paper* No. 3018, Washington DC: World Bank.
- Bresnahan, T.F., Brynjofsson, E. and Hitt, L.M. (2002) 'Information Technology, Workplace Organization and the Demand for Skilled Labour: Firm-Level Evidence' *The Quarterly Journal of Economics* 117, 2: 339-376.
- Bruton, H. (1998) 'A Reconsideration of Import Substitution' *Journal of Economic Literature* 37, 2: 903-936.
- Cashin, P. and McDermott, C.J. (2002) 'The Long-run Behaviour of Commodity Prices: Small Trends and Big Variability', *IMF Staff Papers* 49, 2: 175-199.
- Chanda, R. (2002) 'Movement of Natural Persons and the GATS Major Trade Policy Impediments' in B. Hoekman, A. Mattoo and P. English (eds.) *Development Trade, and the WTO*, Washington DC: World Bank.
- Charnovitz, S. (2001a) 'Rethinking WTO Trade Sanctions', *The American Journal of International Law* 95, 4: 792-832.
- (2001b) 'Solving the Production and Processing Methods (PPMs) Puzzle', Program for the Study of International Organizations (PSIO) Occasional Paper, WTO Series Number 05, Graduate Institute for International Studies (HEI), Geneva: mimeograph.
- Chaytor, B. (2002) 'Negotiating Further Liberalization of Environmental Goods and Services: An Exploration of the Terms of Art', *Review of European Community and International Environmental Law (RECIEL)* 11, 3: 287-297.
- Chen, S. and Ravallion, M. (2003) 'Household Welfare of China's Accession to the World Trade Organization', *World Bank Policy Research Working Paper* 3040, Washington DC: World Bank.
- Choi, I. (2003) 'The Long and Winding Road to the Government Procurement: Korea's Accession Experience', in W. Martin and M. Pangestu (eds.) *Options for Global Trade Reform*, Cambridge: Cambridge University Press.



- Claessens, S., Demirguc-Kunt, A. and Huizinga, H. (2001) 'How Does Foreign Entry Affect Domestic Banking Markets?', *Journal of Banking and Finance* 25, 5: 891-911.
- Clark, J. and Evenett, S. (2003) 'The Deterrent Effects of National Anti-Cartel Laws: Evidence from the International Vitamins Cartel', mimeo, University of Berne.
- Clark, X., Dollar, D. and Micco, A. (2001) 'Maritime Transport Costs and Port Efficiency', World Bank, mimeo.
- Coe, D. and Helpman, E. (1995) 'International R&D Spillovers', *European Economic Journal Review* 39, 859-887.
- Coe, D., Helpman, E. and Hoffmaister A. (1997) 'North-South R&D Spillovers', *Economic Journal* 107, 134-149.
- Cole, M.A., Rayner, A.J. and Bates, J.M. (1997) 'The Environmental Kuznets Curve: an Empirical Analysis' *Environment and Development Economics* (Special Issue: The Environmental Kuznets Curve) 2, 4: 401-416.
- Commonwealth Secretariat/World Bank Joint Task Force (2000), 'Small States: Meeting Challenges in the Global Economy', report of the Commonwealth Secretariat, Commonwealth Secretariat/World Bank Joint Task Force.
- Cropper, M. and Griffiths, C. (1994) 'The Interaction of Population Growth and Environmental Quality', *American Economic Review* 84, 2: 250-254.
- Currie, J. and Harrison, A. (1997) 'Trade Reform and Labour Market Adjustment in Morocco', *Journal of Labour Economics* 15, 3: S44-S72.
- Curzon, G. (1965) *Multilateral Commercial Diplomacy*, London: Michael Joseph.
- Dam, K. (1977) *Law and International Economics Organization*, Chicago: University of Chicago Press.
- Dasgupta, S., Laplante, B., Wang, H. and Wheeler, D. (2002) 'Confronting the Environmental Kuznets Curve', *Journal of Economic Perspectives* 16, 1: 147-168.
- De Ferranti, D., Perry, G., Lederman, D. and Maloney, W. (2001) *From Natural Resources to the Knowledge Economy — Trade and Job Quality*, Washington, DC: World Bank.
- Deaton, A. (1999) 'Commodity Prices and Growth in Africa', *Journal of Economic Perspectives* 13, 3: 23-40.
- Dee, P., Geisler, C. and Watts, G. (1997) *The Impact of APEC's Free Trade Commitment*, Canberra: Industry Commission of Australia.
- Dell'Araccia, G. (1998) 'Exchange Rate Fluctuations and Trade Flows: Evidence from the European Union', *IMF Working Paper WP/98/107*, Washington, DC: IMF.
- Devarajan, S., Go, D.S. and Li, H. (1999) 'Quantifying the fiscal effects of trade reform', *Policy Research Working Papers*, No. 2162, Washington, DC: World Bank.
- Diakosavvas, D. and Scandizzo, P. (1991) 'Trends in the Terms of Trade of Primary Commodities, 1900-1982: the Controversy and its Origins', *Economic Development and Cultural Change* 39, 2: 231-264.
- Diebold, W. (1952) *The End of the WTO*, Princeton: Princeton University Press.
- Dollar, D. and Kraay, A. (2001) 'Growth is Good for the Poor', *Working Paper No. 2587*, Development Research Group, Washington, DC: The World Bank.
- Drabek, Z. and Payne, W. (2002) 'The Impact of Transparency on Foreign Direct Investment', *Journal of Economic Integration* 17, 4: 777-810.
- Driffill, J. and van der Ploeg, F. (1995) 'Trade Liberalisation with Imperfect Competition in Goods and Labour Markets', *Scandinavian Journal of Economics* 97(2): 223-243.
- Dunthine, J. and Hunt, J. (1994) 'Wage Bargaining Structure, Employment and Economic Integration', *The Economic Journal* 104: 528-541.
- Easterly, W. and Kraay, A. (1999) 'Small States, Small Problems?', *World Bank Working Paper* 2139, Washington, DC: The World Bank.

- Ebrill, L., Stotsky, J. and Gropp, R. (1999) 'Revenue Implications of Trade Liberalization', *IMF Occasional Paper*, No. 180, Washington, DC: IMF.
- Edwards, G. (1995) 'Trade, Agriculture and the Environment', in R. Gray, T. Becker and A. Schmitz (eds.) *World Agriculture in a post-GATT Environment: New Rules, New Strategies*, Saskatoon: University of Saskatchewan, University Extension Press.
- Edwards, S. (1997) 'Trade Policy, Growth and Income Inequality', *American Economic Review*, Paper and Proceedings 87, 2.
- Eichengreen, B. (1998) 'Capital Controls: Capital Idea or Capital Folly?', *Policy Options* 20, 6: 47-52.
- European Central Bank (ECB) (2002) *Review of the International Role of the Euro*, Frankfurt: ECB.
- Evenett, S.J. and Ferrarini, B. (2002) 'Developing Country Interests in International Cartel Enforcements in the 1990s'. Background paper to *Global Economic Prospects 2002: Investing to Unlock Global Opportunities*, Washington, DC: World Bank.
- Evenett, S.J. and Hoekman, B. (2002) 'Government Procurement: Market Access, Transparency, and Multilateral Trade Rules', *World Trade Institute and World Bank - Development Research Group: Working paper series*, Online. Available HTTP: [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=342380](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=342380) (23 January 2003).
- (2003) 'Transparency in Government Procurement: What can We Expect from International Trade Agreements' in S. Arrowsmith and M. Trybus (eds.) *Public Procurement: The Continuing Revolution*, Kluwer Law International.
- Evenett, S.J., Levenstein, J. and Suslow, V. (2001) 'International Cartel Enforcement: Lessons from the 1990s', *The World Economy* 24, 9: 1221-1245(25).
- Feenstra, R.C. and Hanson, G. (1997) 'Foreign Direct Investment and Relative Wages: Evidence from Mexico's Maquiladoras', *Journal of International Economics* 42, pp. 3-4: 371-393.
- Fernandez, R. and Rodrik, D. (1991) 'Resistance to Reform: Status Quo Bias in the Presence of Individual-Specific Uncertainty', *American Economic Review*, Vol. 81, No. 5, pp. 1146-1155.
- Ferreira, F.G., Prennushi, G. and Ravallion, M. (1999) 'Protecting the Poor from Macroeconomic Shocks', *Working Paper* 2160, Washington, DC: World Bank.
- Feuerstein, S. (2002) 'Do Coffee Roasters Benefit from High Prices of Green Coffee?' *International Journal of Industrial Organization*, 20: 89-118.
- Findlay, C. and Warren, T. (2000) 'Introduction', in C. Findlay and T. Warren (eds.) *Impediments to Trade in Services: Measurement and Policy Implications*, London: Routledge.
- Finger, M. and Schuler, P. (1999) 'Implementation of Uruguay Round Commitments: The Development Challenge', *Working Paper* No. 2215, Trade, Development Research Group, Washington, DC: World Bank.
- Flaaten, O. and Willis, P. (2000) 'Government Financial Transfers to Fishing Industries in OECD Countries', International Institute of Fisheries Economics and Trade (IFFET), Oregon State University, mimeograph. Online. Available HTTP: <http://oregonstate.edu/dept/IIFET/2000/papers/flaatenwallis.pdf>.
- Florax, R.J.G.M., de Groot, H.L.F. and Heijungs, R. (2002) 'The Empirical Economic Growth Literature: Robustness, Significance and Size', Discussion Paper TI-2002-040/3, Tinbergen: Tinbergen Institute.
- Food and Agriculture Organization (FAO) (2002) *The State of World Fisheries and Aquaculture 2002*, Rome: FAO.
- (2003) *World Agriculture: Towards 2015/2030 - An FAO Perspective*, Rome: FAO.
- Francois, J. (1999) 'Estimates of Barriers to Trade in Services', mimeo, Rotterdam: Erasmus University.
- Frankel, J.A. (1997) *Regional Trading Blocs in the World Economic System*, Washington, DC: Institute for International Economics (IIE).
- Frankel, J.A. and Rose A. (2001) 'An Estimate of the Effect of Common Currencies on Trade and Income', *The Quarterly Journal of Economics* 117, 2: 437-466.

- Galati, G. and Tsatsaronis, K. (2001) 'The Impact of the Euro on Europe's Financial Markets', *The BIS Working Papers*, No. 100.
- Galor, O. and Weil, D. (2000) 'Population, Technology and Growth: from Malthusian Stagnation to the Demographic Transition and Beyond', *American Economic Review* 90, 4: 806-828.
- Gamberale, C. and Mattoo, A. (2002) 'Domestic Regulations and Liberalization of Trade in Services', in B. Hoekman, A. Mattoo and P. English (eds.) *Development Trade, and the WTO*, Washington DC: World Bank.
- Gilbert, C. (1995) 'International Commodity Control: Retrospect and Prospect', *World Bank Policy Research Working Paper* No. 1545.
- Gilbert, J., Scollay, R. and Bora, B. (2001) 'Assessing Regional Trading Arrangements in the Asia-Pacific', *Policy Issues in International Trade and Commodities*, Study Series No. 15, Geneva: UNCTAD.
- Gordon, R.J. (2000) 'Does the "New Economy" Measure up to the Great Inventions of the Past?', *Journal of Economic Perspectives* 14, 1: 49-74.
- Gréboval, D. and Munro, G. (1999) 'Chapter 1 – Overcapitalization and Excess Capacity in World Fisheries: Underlying Economics and Methods of Control', in D. Gréboval (ed.) *FAO Fisheries Technical Paper* No. 386: 1-46. Online. Available HTTP: <http://www.fao.org/DOCREP/003/X2250E/X2250E00.HTM>.
- Greenaway, D. and Miller, C.R. (1990) 'South-South Trade: Theory, Evidence and Policy Implications', *The World Bank Research Observer* 5, 1: 47-68.
- Grilli, E. and Yang, M.C. (1988) 'Primary Commodity Prices, Manufacturing Goods Prices, and the Terms of Trade of Developing Countries: What the Long Run Shows', *World Bank Economic Review* 2, 1: 1-47.
- Grossman, G.M. and Helpman, E. (1991) 'Endogenous Product Cycles', *Economic Journal* 101: 1214-1229.
- (1995) 'The Politics of Free Trade Agreements', *American Economic Review* 85, 4: 667-690.
- Grossman, G.M. and Krueger, A.B. (1993) 'Environmental Impacts of a North American Free Trade Agreement', in P. Gardner (ed.) *The US-Mexico Free Trade Agreement*, Cambridge, MA: MIT Press.
- (1995) 'Economic Growth and the Environment' *Quarterly Journal of Economics* 110, 2: 353-377.
- Haberler, G. d'Oliveira Campos, R., Meade, J.-E. and Timbergen, J. (1958) 'Haberler Report', *Trends in International Trade*, Geneva: GATT Secretariat
- Hadaas, Y. and Williamson, J. (2001) 'Terms of Trade Shocks and Economic Performance: 1870-1940: Prebisch and Singer Revisited', *NBER Working Paper* No. 8188.
- Hall, R.E. and Jones, C. (1999) 'Why do Some Countries Produce so much more Output per Worker than Others?', *The Quarterly Journal of Economics* 114, 1: 83-116.
- Hamilton, C.B. (2002) 'Globalization and Democracy', *CEPR Discussion Paper* No. 3653.
- Hansen, G. and Prescott, E. (2002) 'Malthus to Solow', *American Economic Review* 92, 4: 1205-1217.
- Hanson, G.H. (2001) 'Should Countries Promote Foreign Direct Investment?', *G-24 Discussion Paper Series* No. 9, February 2001, Geneva: UNCTAD,
- Hanson, G. and Harrison, A. (1999) 'Who Gains from Trade Reform? Some Remaining Puzzles', *NBER Working Paper* No. 6915.
- Hanushek, E. and Kimko, D. (2000) 'Schooling, Labor-Force Quality, and the Growth of Nations', *American Economic Review* 90, 5: 1184-1208.
- Hardin, A. and Holmes, L. (1997) 'Services Trade and Foreign Direct Investment', Staff Research Paper, Industry Commission. Canberra: Australian Government Publishing Services.
- (2001) 'Assessing Barriers to Service Sector Investment' in C. Findlay and T. Warren (eds.) *Impediments to Trade in Services: Measurement and Policy Implications*, London: Routledge.
- Helpman, E. (1998) *General Purpose Technologies and Economic Growth*, Cambridge, Mass.: MIT Press.

- Hertel, T., Anderson, K., Francois, J. and Martin, W. (2000) 'Agriculture and Non-agricultural Trade Liberalization in the Millennium Round' *Centre for International Economic Studies Policy Discussion Paper No. 0016*, Adelaide: University of Adelaide.
- Hettige, H., Lucas, R.E. and Wheeler, D. (1992) 'The Toxic Intensity of Industrial Production: Global Patterns, Trends and Trade Policy', *American Economic Review* 82, 2: 478-481.
- Hoda, A. (2001) *Tariff Negotiations and Renegotiations under the GATT and the WTO: Procedures and Practise*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hodge, J. (2002) 'Liberalization of Trade in Services in Developing Countries', in B. Hoekman, A. Mattoo and P. English (eds.) *Development Trade, and the WTO*, Washington, DC: World Bank.
- Hoekman, B. (1996) 'Assessing the General Agreement on Trade in Services', in W. Martin and L.A. Winters (eds.) *The Uruguay Round and the Developing Economies*, Cambridge, U.K.: Cambridge University Press.
- (2000) 'The Next Round of Services Negotiations: Identifying Priorities and Options', *Federal Reserve Bank of St. Louis Review* 82: 31-47.
- Hoekman, B. and Kostecki (2001) *The Political Economy of the World Trading System: The WTO and Beyond*, New York: Oxford University Press.
- Hoekman B. and Mavroidis P.C. (2000) 'WTO Dispute Settlement, Transparency and Surveillance', *The World Economy* 23, 4: 527-542.
- Hoekman, B., Ng, F. and Olarreaga, M. (2002a) 'Reducing Agricultural Tariffs or Domestic Support: What's More Important for Developing Countries?', mimeo, Washington, DC: World Bank.
- (2002b) 'The Incidence of Agricultural Support Policies on Developing Countries', mimeo, Washington, DC: World Bank.
- Horn, H. and Mavroidis P.C. (1999a) 'Remedies in the WTO Dispute Settlement System and Developing Country Interests', World Bank, WTO Background Paper, Washington, DC: World Bank. Online. Available HTTP: [http://www1.worldbank.org/wbiep/trade/papers\\_2000/BPdisput.PDF](http://www1.worldbank.org/wbiep/trade/papers_2000/BPdisput.PDF).
- Horn, H., Mavroidis, P.C. and Nordström, H. (1999b) 'Is the Use of the WTO Dispute Settlement System Biased?', *Centre for Economic Policy Research (CEPR) Discussion Paper No. 2340*, London: CEPR.
- Hudec, R.E. (1975) *The GATT Legal System and World Trade Diplomacy*, New-York: Praeger.
- (1987) *Developing Countries in the GATT Legal System*, London: Gower.
  - (1991) *Enforcing International Trade Law: The Evolution of the Modern GATT Legal System*, Butterworth Legal Publishers.
- Hunja, R.R. (2003) 'Obstacles to Public Procurement Reform in Developing Countries', in S. Arrowsmith and M. Trybus (eds.) *Public Procurement: The Continuing Revolution*, Kluwer Law International 2003.
- Instituto Mexicano de la Propiedad Industrial (IMPI) (2002) *IMPI en Cifras*, Online. Available HTTP: <http://www.impi.gob.mx/>.
- International Monetary Fund (IMF) (2002) 'World Economic Outlook', *Trade and Finance*, September 2002, Washington, DC: International Monetary Fund.
- International Trade Centre (ITC) (2000) *Coffee: An Exporter's Guide*, Geneva: International Trade Centre.
- Jackson, J. (1969) *World Trade and the Law of the GATT*, Indianapolis: Bobbs-Merill.
- (1996) *The World Trading System*, Cambridge, MA: MIT Press.
- Johnson, D. (2000) 'Population, Food, and Knowledge', *American Economic Review* 90, 1: 1-14.
- Jones, C.I. (1995) 'Time Series Tests of Endogenous Growth Models', *The Quarterly Journal of Economics* 110, 495-525.
- (2002) 'Sources of Economic Growth in a World of Ideas', *American Economic Review* 92, 2: 220-239.

- Jorgenson, D.W. (2001) 'Information Technology and the US Economy', *American Economic Review* 90, 1: 1-32.
- Joseph, F. and Rombout, M. (2001) 'Trade Effects from the Integration of the Central and Eastern European Countries into the European Union', *SEI Working Paper*, No.41, Brighton: *Sussex European Institute*.
- Kaufmann D., Kraay A. and Zoido-Lobaton, P. (2002) 'Governance Matters II: Updated Indicators for 2000-01', *Working Paper* No. 2772, Washington, DC: World Bank.
- Keller, W. (2002) 'Geographical Localization of International Technology Diffusion', *The American Economic Review* 92, 1: 120-142.
- Kenen, P.B. (2001) *The International Financial Architecture: What's new? What's missing?*, Washington, DC: Institute for International Economics (IIE).
- (2002) 'Currency Union and Trade: Variations on Themes by Rose and Persson' *Reserve Bank of New Zealand, Discussion Paper Series*, No. DP2002/08, Wellington: Reserve Bank of New Zealand.
- Kessie, E. (2000) 'Enforceability of the Legal Provisions Relating to Special and Differential Treatment under the WTO Agreements', *The Journal of World Intellectual Property* 3, 6: 955-976.
- Kokko, A. (2002) 'Export-Led Growth in East Asia: Lessons for Europe's Transition Economies', *Working Paper* No. 142, European Institute of Japanese Studies, Stockholm: Stockholm School of Economics.
- Kokko, A., Tansini, R. and Zejan, M.C. (1996) 'Local Technological Capability and Productivity Spillovers From FDI in the Uruguayan Manufacturing Sector', *The Journal of Development Studies* 32, 4: 602-611.
- Kono, M. and Schuknecht, L. (1998) 'Financial Service Trade, Capital Flows and Financial Stability', *WTO Working Paper* ERAD-98-12, mimeograph.
- Krueger, A.O. (1997) 'Trade Policy and Economic Development: How We Learn', *The American Economic Review* 87, 1: 1-22.
- Lacarte-Muró, J. and Gappah, P. (2000) 'Developing Countries and the WTO Legal and Dispute Settlement System: A View from the Bench', *Journal of International Economic Law* 3, 3: 395-401.
- Lall, S. (2000) 'Technological Structure and Performance of Developing Country Manufactured Exports, 1985-1998', *Working Paper* No. 44, Queen Elisabeth House.
- Langhammer, R.J. and Hiemenz, U. (1990) 'Regional Integration among Developing Countries', *Kieler Studien* 232, Tübingen.
- Lawrence, R.Z. (1996) *Regionalism, Multilateralism and Deeper Integration*, Washington, DC: Brookings Institution Press.
- Levenstein, M.C. and Suslow, V.Y. (2001) 'Private International Cartels and Their Effect on Developing Countries', mimeo, Washington, DC: World Bank.
- Levine, R. (1997) 'Financial Development and Economic Growth: Views and Agenda', *Journal of Economic Literature* 35: 688-726.
- (2001) 'International Financial Liberalization and Economic Growth', *Review of International Economics* 9: 688-702.
- Levine, R. and Renelt, D. (1992) 'A Sensitivity Analysis of Cross-country Growth Regressions', *American Economic Review* 82: 942-63.
- Lewis, A.W. (1954) 'Economic Development with Unlimited Supplies of Labor', *Manchester School of Economics and Social Studies* 22: 139-191.
- Limao, N. and Venables, A.J. (2001) 'Infrastructure, Geographical Disadvantage, Transport Costs and Trade', *World Bank Economic Review* 15: 451-79.
- Lipsey, G.R. (1957) 'The Theory of Customs Unions, Trade Diversion and Welfare', *Economica* 24, 93: 40-46.
- Little, I., Scitovsky, T. and Scott, M. (1970) *Industry and Trade in Some Developing Countries*, London: Oxford University Press.



- Lopez-Cordova, J.E. and Meissner, C. (2000) 'Exchange-Rate Regimes and International Trade: Evidence from the Classical Gold Standard', *Working Paper* No. C00-118, Berkeley, CA: Center for International and Development Economics Research.
- Madani, D. (1999) 'A Review of the Role and Impact of Export Processing Zones', *World Bank Working Paper* No. 2238, Washington, DC: World Bank.
- Maddison, A. (1989), *The World Economy in the 20th Century*, Paris: OECD Development Centre.
- Mallampally, P. and Zimny, Z. (2000) 'Foreign Direct Investment in Services: Trends and Patterns', in Y. Aharoni and L. Nachum (eds.) *Globalization of Services: Some Implications for Theory and Practice*, London and New York: Routledge
- Malthus, T. (1798) *An Essay on the Principle of Population, as it Affects the Future Improvement of Society, with Remarks on the Speculations of Mr Godwin, M. Condorcet and Other Writer*, London: J. Johnson, in St. Paul's Churchyard.
- (1815) *An Inquiry into the Nature and Progress of Rent, and the Principles by Which it is Regulated*, London: John Murray, Albemarle Street.
- Marceau, G. (2001) 'Conflicts of Norms and Conflicts of Jurisdictions: The Relationship between the WTO Agreement and MEAs and other Treaties', *Journal of World Trade* 35, 6: 1081–1131.
- Markusen, J. (2002a) 'FDI and Trade' in B. Bora (ed.) *Foreign Direct Investment: Research Issues*, London: Routledge.
- (2002b) *Multinational Firms and the Theory of International Trade*, Cambridge, Mass: MIT Press.
- Markusen, J., Rutherford, T.F. and Tarr, D. (2000) 'Foreign Direct Investment in Services and the Domestic Market for Expertise', *NBER Working Paper* No. 7700.
- Maskus, K.E. (2000) *Intellectual Property Rights in the Global Economy*, Washington, DC: Institute for International Economics (IIE).
- Mattoo, A. and Fink, C. (2002) *Regional Agreements and Trade in Services: Policy Issues*, Washington, DC: World Bank.
- Mattoo, A., Roy D. and Subramanian, A. (2002) 'The Africa Growth and Opportunity Act and its Rules of Origin: Generosity Undermined?', *World Bank Policy Research Working Paper* No. 2908, Washington DC: World Bank.
- Mauro, P. (1995) 'Corruption and Growth', *The Quarterly Journal of Economics* 110, 3: 681-712.
- Mavroidis, P.C. (2000) 'Remedies in the WTO Legal System: Between a Rock and a Hard Place', *European Journal of International Law* 11, 4: 763-814.
- Mayer, J. (2001) 'Globalization, Technology Transfer and Skill Accumulation in Low-Income Countries', *Discussion Paper* No. 150, United Nations Conference on Trade and Development, Washington, DC: United Nations.
- McDermott, J. (2002) 'Development Dynamics: Economic Integration and the Demographic Transition', *Journal of Economic Growth* 7, 4: 371-409.
- Meade, J.E. (1955) *The Theory of Customs Unions*, Amsterdam: North Holland.
- Micco, A., Stein, E. and Ordonez, G. (2002) 'The Currency Union Effect on Trade: Early Evidence from the EU', mimeo, Inter-American Development Bank.
- Michalopoulos C. (1999) 'The Developing Countries in the WTO', *The World Economy* 22, 1: 117-143.
- (2000) 'The Role of Special and Differential Treatment for Developing Countries in GATT and the World Trade Organization', *World Bank Policy Research Working Paper* No. 2388, Washington DC: World Bank.
- Milazzo, M. (1998) 'Re-examining Subsidies in World Fisheries', *World Bank Technical Paper* No. 406, Fisheries Series, Washington, DC: World Bank.

- Milner, H. and Kubota, K. (2001) 'Why the Rush to Free Trade? Democracy and Trade Policy in the Developing Countries', paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, San Francisco, September.
- Moran, T. (1998) *Foreign Direct Investment and Development*, Washington, Institute for International Economics.
- (2002) *Strategy and Tactics for the Doha Round: Capturing the Benefits of Foreign Direct Investment*, Manila: Asian Development Bank
- Morisset, J. (1998) 'Unfair Trade? The Increasing Gap between World and Domestic Prices in Commodity Markets during the Past 25 Years' *World Bank Economic Review*, 12:3, 503-526.
- Ng, F. and Yeats, A. (2002) 'What Can Africa Expect from its Traditional Exports?' *Africa Region Working Paper Series* No. 26, Washington, DC: World Bank.
- North, D. (1994) 'Economic Performance Through Time', *American Economic Review* 84, 3: 359-368.
- Okubo, A. (1999) 'Environmental Labeling Programs and the GATT/WTO Regime', *The Georgetown International Environmental Law Review* 9, 3: 599-646.
- Oliveira Martins, J. and Price, T. (2001) 'International Competitiveness in South America: Not as Easy as ABC', paper prepared for the Twelfth International Forum on Latin American Perspectives on Competitiveness and New Technologies in Latin America, Madrid November 10 to November 12, 2001.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (1998) *Improving the Environment through Reducing Subsidies – Part I: Summary and Conclusions – Part II: Analysis and Overview of Studies*, Paris: OECD.
- (2000a) *Improving the Environment through Reducing Subsidies – Part III: Case Studies*, Paris: OECD.
  - (2000b) *Transition to Responsible Fisheries – Economic and Policy Implications*, Paris: OECD.
  - (2001a) 'Regional Integration: Observed Trade and Other Economic Effects' *Working Party of the Trade Committee*, TD/TC/WP(2001)19/Rev.1, Paris: OECD.
  - (2001b) *Main Science and Technology Indicators*, Paris: OECD.
  - (2001c) *Environmental Goods and Services: The Benefits of Further Global Trade Liberalisation*, Paris and Washington, DC: OECD.
  - (2002a) *Agricultural Policies in OECD: Monitoring and Evaluation*, Paris: OECD.
  - (2002b) 'Regional Trade Agreements and the Multilateral Trading System', Consolidated Report TD/TC(2002)8/FINAL, OECD Trade Directorate OECD: Paris.
  - (2002c) 'Service Providers on the Move: A Closer Look at Labour Mobility and the GATS.' TD/TC/WP(2001)26/FINAL.
  - (2003) *Environmental Goods: A Comparison of the APEC and OECD Lists*, COM/ENV/TD(2003)10, Joint Working Party on Trade and Environment, Paris: OECD.
- O'Rourke, K. and Williamson, J. (2002) 'From Malthus to Ohlin: Trade, Growth and Distribution Since 1500', *NBER working paper series* No. 8955.
- Özden, C. and Reinhardt, E. (2003) 'The Perversity of Preferences: GSP and Developing Country Trade Policies, 1976-2000', *World Bank Policy Research Working Paper* No. 2955, Washington DC: World Bank.
- Pacific Economic Cooperation Council (PECC) (1995a) *Impediments to Trade and Investment in the APEC Region*, Singapore: PECC.
- (1995b) *Milestones in APEC Liberalisation: A Map of Market Opening Measures by APEC Economies*, Singapore: PECC.
- Panagariya, A. (2000) 'Evaluating the Case for Export Subsidies', *World Bank Working Paper* No. 2276, Washington, DC: World Bank.

- (2002) 'Formula Approaches to Reciprocal Tariff Liberalization', in B. Hoekman, A. Mattoo and P. English (eds.) *Development Trade, and the WTO*, Washington DC: World Bank

Panayotou, T. (1995) 'Environmental Degradation at Different Stages of Economic Development', in I. Ahmed and J. E. Doeleman (eds.) *Beyond Rio: The Environmental Crises and Sustainable Livelihoods in the Third World*, London: McMillan Press.

- (1997) 'Demystifying the Environmental Kuznets Curve: Turning a Black Box into a Policy Tool', *Environment and Development Economics* (Special Issue: The Environmental Kuznets Curve) 2, 4: 465-484.

Pangestu, M. (2000) 'Special and Differential Treatment in the Millennium: Special for Whom and How Different?', *World Economy* 23, 9: 1285-1302.

Paratian, R. and Torres, R. (2001) *Studies on the Social Dimensions of Globalization: Bangladesh*, Geneva: International Labour Office.

Pauwelyn, J. (2000) 'Enforcement and Countermeasures in the WTO: Rules are Rules - Toward a More Collective Approach', *The American Journal of International Law* 94, 2: 335-347.

Porter, G. (2002) 'Fisheries Subsidies and Overfishing: Towards a Structured Discussion', Nairobi: United Nations Environment Programme (UNEP). Online. Available HTTP: [http://www.unep.ch/etu/etp/acts/capbld/rdtwo/FE\\_vol\\_1.pdf](http://www.unep.ch/etu/etp/acts/capbld/rdtwo/FE_vol_1.pdf).

Prebisch, R. (1950) *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York: United Nations.

Radelet, S. and Sachs, J. (1998) 'Shipping Costs, Manufactured Exports and Economic Growth', mimeo, Harvard Institute for Economic Development.

Ravallion, M. (2003) 'The Debate on Globalization, Poverty and Inequality: Why Measurement Matters', *World Bank Policy Research Working Paper* 3038, Washington DC: World Bank.

Ray, G.F. (1977). 'The Real Price of Primary Products', *National Institute Economic Review*, 81: 72-76.

Rege, V. (1994) 'GATT Law and Environment-Related Issues Affect the Trade of Developing Countries', *Journal of World Trade* 28 3: 95-170.

Reinecke, G. and Torres, R. (2001) *Studies on the Social Dimensions of Globalization: Chile*, Geneva: International Labour Office.

Ministry of Finance – DREE/Tresor (2003) *Revue Elargissement*, No.37, Online. Available HTTP: <http://www.dree.org/elargissement/RapportsSite/REA37.pdf>, (20 January 2003).

Ricardo, D. (1817) *On the Principles of Political Economy and Taxation*, London: John Murray, Albemarle-Street.

Robbins, D.J. (1996) 'HOS Hits Facts: Facts Win; Evidence on Trade and Wages in the Developing World', *Development Discussion Paper* No. 557, Harvard Institute for International Development, Harvard University.

Robertson, R. (2000) 'Wage Shocks and North American Labour-market Integration', *American Economic Review* 90, 4: 742-764.

Robinson, J.A. (2000) 'Where Does Inequality Come From? Ideas and Implications for Latin America', paper prepared for the OECD Conference on Poverty and Income Inequality in Developing Countries: A Policy Dialogue on the Effects of Globalization, Paris November 30 to December 1, 2000.

Rodriguez, F. and Rodrik, D. (2000) 'Trade Policy and Economic Growth: a Sceptic's Guide to the Cross-national Evidence', *NBER Macroeconomics Annual 2000*, Cambridge: MIT Press.

Rodrik, D. (1997) *Has Globalization Gone too Far?*, Washington, DC: Institute for International Economics.

  - (1998) 'Why Do More Open Economies Have Bigger Governments?', *Journal of Political Economy* 106, 5: 997-1032.
  - (2002a) 'Feasible Globalizations', Mimeo: Harvard University.



- (2002b) 'Trade Policy Reform and Institutional Reform', in B. Hoekman, A. Mattoo and P. English (eds.), *Development, Trade, and the WTO*, Washington, DC: World Bank.
- Rodrik, D., Subramanian, A. and Trebbi, F. (2002) 'Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development', *NBER Working Paper* No. 9305.
- Röller, L.H. and Waverman, L. (2001) 'Telecommunications Infrastructure and Economic Development: A simultaneous Approach', *American Economic Review* 91, 4: 909-923.
- Sachs, J.D. (2001) 'Tropical Underdevelopment', *NBER Working paper* No. 8119.
- (2003) 'Institutions don't Rule: Direct Effects on Geography on Income', *NBER Working Paper* No. 9490.
- Sala-i-Martin, X. (2002a) 'The Disturbing "Rise" of Global Income Inequality', *NBER Working Paper Series*, No. 8904, National Bureau of Economic Research.
- (2002b) 'The World Distribution of Income (estimated from individual country distributions)' *NBER Working Paper* No. w8933.
- Schiff, M. and Valdes, A. (1992) *The Political Economy of Agricultural Pricing Policy: a Synthesis of the Economics in Developing Countries*, World Bank comparative study, Baltimore: Johns Hopkins University.
- Schoenbaum, T.J. (2002) 'International Trade and Environmental Protection', in P. Bernie and A. Boyle (eds.) *International law & the environment*, Oxford: Oxford University Press.
- Schorr, D.K. (1999) 'Fishery Subsidies and the WTO', in G.P. Sampson and W. Bradnee Chambers (eds.) *Trade, Environment, and the Millennium*, Tokyo: United Nations University Press.
- Sen, A (1999), *Development as Freedom*, New York: Anchor Books.
- Sender, J. (1999) 'Africa's Economic Performance: Limitations of the Current Consensus', *Journal of Economic Perspectives* Vol. 13, No. 3, pp. 89-114.
- Shafrik, N. (1994) 'Economic Development and Environmental Quality: An Econometric Analysis', *Oxford Economic Papers* 46: 757-773.
- Shahin, M. (1999) 'Trade and Environment: How Real is the Debate?', in G.P. Sampson and W. Bradnee Chambers (eds.) *Trade, Environment, and the Millennium*, Tokyo: United Nations University Press.
- Singer, H. (1950) 'The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries', *American Economic Review, Papers and Proceedings* 40, 2: 473-485.
- Singh, A. and Dhumale, R. (1999) 'Competition Policy, Development and Developing Countries' *T.R.A.D.E. Working Papers*, Geneva: South Centre.
- Slaughter, M. (2000) 'Trade and Labour-Market Outcomes: What about Developing Countries?', Paper prepared for NBER Inter-American Seminar on Economics.
- Snape, W.J. and Lefkowitz, N.B. (1994) 'Searching for GATT's Environmental Miranda: Are 'Process Standards' Getting 'Due Process', *Cornell International Law Journal* 27(3):777-817.
- Soloaga, I. and Winters, A.L. (1999) 'How has Regionalism in the 1990s affected Trade?', *Policy Research Working Paper*, No. 2156, Trade Development Research Group, Washington, DC: World Bank.
- Spilimbergo, A., Londoño, J.L. and Székely, M. (1999) 'Income Distribution, Factor Endowments, and Trade Openness', *Journal of Development Economics* 59, 77-101.
- Srivastava, V. (2000) 'India's Accession to the Government Procurement Agreement: Identifying Costs and Benefits', mimeo, Washington, DC: World Bank.
- Stawowy (2001) 'Calculation of *Ad valorem* Tariff Equivalents of Non- *Ad valorem* tariffs – technical notes', mimeo, Geneva: UNCTAD.
- Stephens, M. (1998) 'Export Credit Agencies, Trade Finance, and South East Asia', *IMF Working Paper* WP/98/175, Washington, DC: IMF.

- Stern, R. (2002) 'Quantifying Barriers to Trade in Services', in B. Hoekman, A. Mattoo and P. English (eds.), *Development, Trade and WTO: A Handbook*, Washington, DC: World Bank.
- Stotsky, J. and WoldeMariam, A. (2002) 'Central American Tax Reform: Trends and Possibilities', *IMF Working Paper*, WP/02/227, Washington DC: IMF.
- Subrahmanyam, B. (2002) 'The Usage of Investment Incentives and Their Consistency with WTO Rules', mimeo, Berne: World Trade Institute.
- Subramanian, A. and Watal, J. (2000) 'Can TRIPS Serve as an Enforcement Device for Developing Countries in the WTO?' *Journal of International Economic Law* 3, 3: 403-416.
- Summers, L.H. (1991) 'Regionalism and the World Trading System', *Policy Implications of Trade and Currency Zones*, Federal Reserve Bank of Kansas City, 295-301.
- Torras, M. and Boyce, J. (1998) 'Income, Inequality and Pollution: A Reassessment of the Environmental Kuznets Curve', *Ecological Economics* 25: 147-160.
- Trewin, R. (2000) 'A Price-impact Measure of Impediments to Trade in Telecommunications Services', in C. Findlay and T. Warren (eds.), *Impediments to Trade in Services, Measurement and Policy Implications*, London: Routledge.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) (1994) 'Impediments and Disincentives to Trade among Developing Countries: a Survey', UNCTAD/ECDC/244, 21 October 1994, Geneva: UNCTAD.
- (1996) *World Investment Report: Investment, Trade and International Policy Arrangements*, Geneva: UNCTAD.
  - (1999) *World Investment Report: Foreign Direct Investment and The Challenge of Development*, Geneva: UNCTAD.
  - (2001a) *Duty and Quota Free Market Access for LDCs: An Analysis of Quad Initiatives*, Geneva: UNCTAD.
  - (2001b) *World Investment Report: Promoting Linkages*, Geneva, UNCTAD.
  - (2002a), *UNCTAD Handbook of Statistics*, New York and Geneva: United Nations.
  - (2002b) *Back to Basics: Market Access Issues in the Doha Agenda*, Geneva: UNCTAD.
  - (2002c) *World Investment Report: Transnational Corporations and Export Competitiveness*, Geneva, UNCTAD.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and World Trade Organization (WTO) (2002) 'Trade-Related Investment Measures and Other Performance Requirements', G/C/W/307/Add.1, Council for Trade in Goods, Geneva: WTO.
- United Nations Development Programme (UNDP) (2002) *Human Development Report 2002. Deepening Democracy in a Fragmented World*, New York and Oxford: Oxford U.P.
- United Nations Economic Commission for Europe (UN-ECE) (2003) *Economic Survey*, ECE/EAD/2003/1. Online. Available HTTP: <http://www.unece.org/ead/survey.htm>.
- United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean (UNECLAC) (2003) 'Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean 2002', UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC).
- United Nations Human Development Report (2002) *Human Development Report*, New York: UNDP.
- United States Department of Agriculture (2001) *Profiles of Tariffs in Global Agricultural Markets*, Washington, DC: US Department of Agriculture.
- Valles, C.M. and McGivern, B.P. (2000) 'The Right to Retaliate under the WTO Agreement: The 'Sequencing' Problem'', *Journal of World Trade* 34, 2: 63-84.
- Van der Borgh, K. (1999) 'The Advisory Center on WTO Law: Advancing Fairness and Equality' *Journal of International Economic Law* 2, 4: 723-728.

- Venables, A.J. (2001) 'Geography and International Inequalities: the Impact of New Technologies', paper prepared for World Bank Annual Bank Conference on Development Economics, Washington, DC, May 2001.
- Warren, T. (2000) 'The Impact on Output of Impediments to Trade and Investment in Telecommunication Services', in C. Findlay and T. Warren (eds.), *Impediments to trade in services, Measurement and Policy Implications*, London: Routledge.
- Wei, S. (2000) 'Natural Openness and Good Government', *NBER Working Paper* No. 7765.
- Wei, S. and Wu, Y. (2001) 'Globalization and Inequality: Evidence from Within China', *NBER Working Paper* No. 8611.
- Whalley, J. (1998) 'Why do Countries seek Regional Trade Agreements?' in J. Frankel (ed.) *The Regionalization of the World Economy*, Chicago and London: The University of Chicago Press.
- (1999) 'Special and Differential Treatment in the Millennium Round', *World Economy* 22, 8: 1065-1093.
- Wijnholds, J.O.B. and Kapteyn, A. (2001) 'Reserve Adequacy in Emerging Market Economies', *IMF Working Paper* WP/01/143, Washington, DC: IMF.
- Winters, L.A. (2000) 'Trade and Poverty: Is There a Connection' in D. Ben-David, H. Nordström and A. Winters (eds.), *Trade, Income Disparity and Poverty*, Geneva: World Trade Organization.
- Wood, A. (1997) 'Openness and Wage Inequality in Developing Countries: The Latin American Challenge to East Asian Conventional Wisdom', *The World Bank Economic Review* 11, 1: 33-58.
- World Bank (1978) *World Development Report*, Washington, DC: World Bank.
- (2000) *World Development Report 2000/2001: Attacking Poverty*, Washington, DC: World Bank.
  - (2002) *Global Economic Prospects and the Developing Countries: Investing to Unlock Global Opportunities*, Washington DC: World Bank.
  - (2003) 'Investing to Unlock Global Opportunities', *Global Economic Prospects and the Developing Countries*, Washington DC: World Bank.
- World Health Organization (WHO) (2000) *WHO Medicines Strategy: 2000-2003*, Geneva: WHO.
- World Health Organization (WHO) and World Trade Organization (WTO) Secretariats (2001) 'Report of the Workshop on Differential Pricing and Financing of Essential Drugs', Report on the Workshop held on 8-11 April 2001, Høsbjør, Norway, mimeograph.
- World Intellectual Property Organization (WIPO) (2002) 'Traditional Knowledge – Operational Terms and Definitions', WIPO/GTRKF/IC/3/9, Intergovernmental Committee on Intellectual Property and Genetic Resources, Traditional Knowledge and Folklore, Third Session 13 to 21 June 2002, Geneva: WIPO.
- World Trade Organization (WTO) Secretariat (1996) *Annual Report: Trade and Foreign Direct Investment*, Vol I, Geneva, World Trade Organisation.
- (1998) *Opening Markets in Financial Services and the Role of the GATS*, Special Study No. 1, Geneva: WTO.
  - (1999a) 'Developing Countries and the Multilateral Trading System: Past and Present – Background Note by the Secretariat', Prepared for the High Level Symposium on Trade and Development, Geneva, 17-18 March 1999, mimeograph.
  - (1999b) *Trade, Finance and Financial Crises*, Special Study No. 3, Geneva: WTO. Online. Available HTTP: [http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/special\\_study\\_3\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/special_study_3_e.pdf).
  - (1999c) *Trade and Environment*, Special Study No. 4, Geneva: WTO. Online. Available HTTP: [http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/special\\_study\\_4\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/special_study_4_e.pdf).
  - (2000a) 'Environmental Benefits of Removing Trade Restrictions and Distortions: The Fisheries Sector - Note by the Secretariat', WT/CTE/W/167, Committee on Trade and Environment, Geneva: WTO.

- (2000b) 'Information Relevant to the Consideration of the Market Access Effects of Eco-Labeling Schemes - Note by the Secretariat', WT/CTE/W/150, Committee on Trade and Environment, Geneva: WTO.
- (2001a) *Trade Policy Review of Malaysia*, Geneva: WTO.
- (2001b) *Market Access: Unfinished Business*, Special Study No. 6, Geneva: WTO.
- (2001c) *Guide to the GATS: An Overview of Issues for Further Liberalisation of Trade in Services*, The Hague: Kluwer Law.
- (2001d) 'Environmental Benefits of Removing Trade Restrictions and Distortions: The Fisheries Sector - Note by the Secretariat', WT/CTE/W/167/Add.1, Committee on Trade and Environment, Geneva: WTO.
- (2001e) 'Compliance and Dispute Settlement in the WTO and in MEAs – Note by the WTO and UNEP Secretariats', WT/CTE/W/191, Committee on Trade and Environment, Geneva: WTO.
- (2002a) *Committee on Regional Trade Agreements – Coverage, Liberalization Process and Transitional Provisions in Regional Trade Agreements – Background Survey by the Secretariat*, Working Document of Committee on Regional Trade Agreement, WT/REG/W/46 No. 02-1776, Geneva: WTO.
- (2002b) *Trade Policy Review of Mexico*, Geneva: WTO.
- (2002c) *Trade Policy Review of Guatemala*, Geneva: WTO.
- (2002d) 'Working Group on Trade and Transfer of Technology – Trade of Transfer of Technology – Background Note by the Secretariat', WT/WGTT/W/1 Working document of Working Group on Trade and Transfer of Technology, No. 02-1698.
- (2002e) 'The Relationship between Trade and Finance: A Review of Selected Literature Related to Financial Crises in the 1990s – Note by the Secretariat', WT/WGTDF/W/4, Working Group on Trade, Debt and Finance, Geneva: WTO.
- (2002f) 'The Relationship between Trade and Debt: A Review of Selected Literature – Note by the Secretariat', WT/WGTDF/W/9, Working Group on Trade, Debt and Finance, Geneva: WTO.
- (2002g) 'Towards Greater Coherence' – Note by the Secretariat', WT/WGTDF/W/17, Working Group on Trade, Debt and Finance, Geneva: WTO.
- (2002h) 'Scope and Definitions: 'Investment' and 'Investor' - Note by the Secretariat', WT/WGTI/W/108, Working Group on the Relationship between Trade and Investment, Geneva: WTO.
- (2002i) 'GATT/WTO Dispute Settlement Practice Relating to GATT Article XX, Paragraphs (b), (d) and (g) – Note by the WTO Secretariat', WT/CTE/W/203, Committee on Trade and Environment, Geneva: WTO.
- (2003a) *Trade Policy Review New Zealand*, Geneva, WTO.
- (2003b) 'Update of WTO Dispute Settlement Cases', WT/DS/OV/10, Summary prepared by the WTO Secretariat, Geneva: WTO.
- (2003c) 'Matrix on Trade Measures Pursuant to Selected Multilateral Environmental Agreements – Note by the Secretariat', WT/CTE/W/160/Rev.2 and TN/TE/S/5, Committee on Trade and Environment and Committee on Trade and Environment Special Session, Geneva: WTO.